



PRÉFET DE LA SEINE- MARITIME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de presse du 20 janvier 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Amende maximum pour le dépollueur Solvalor à Sotteville-lès-Rouen, dénoncé par lettre anonyme (Paris Normandie)
- En Normandie, les crédits distribués aux entreprises sont en hausse en novembre 2025 (Normandinamik)
- 2026, l'année charnière pour l'usine Renault de Sandouville ? (Gazette de Normandie)
- La Seine-Maritime au cœur du futur hub normand du recyclage carbone (Gazette de Normandie)
- Renault va produire des drones aériens militaires dans des usines françaises (Ouest France)
- Économie. Intelligence artificielle, concurrence étrangère... : les grands défis que doivent relever les entreprises normandes en 2026 (Tendance Ouest)

Exercice

- Pourquoi des sirènes vont-elles retentir mardi 20 janvier à Montville et Malaunay ? (France 3)
- Pourquoi les sirènes d'alerte vont sonner ce mardi dans la région de Rouen (76 actu)

Social et société

- 25 000 cartons d'aide alimentaire pour les enfants de Gaza, acheminés par porte-conteneurs via le port du Havre (France 3)

Collectivités et équipements publics

- À Port-Jérôme-sur-Seine, un chantier souterrain à 8 millions d'euros pour sécuriser l'eau industrielle (Paris Normandie)
- À Rouen, 165 logements à vendre sur l'ancien site Volkswagen quartier Pasteur (Paris Normandie)
- On en sait plus sur la date de remise en service du pont Colbert, à Dieppe ! (Paris Normandie)
- « Spacieuse, claire, fonctionnelle », la mairie de Sainte-Adresse a fait peu neuve (Paris Normandie)

Sécurité

- Fécamp. Trafic de drogue à la tour Saint-Nicolas : il écoulait 1kg de cannabis par semaine (Tendance Ouest)
- Seine-Maritime. Le corps sans vie d'une femme a été découvert dans une forêt (Courrier Cauchois)
- Une femme retrouvée morte dans la forêt d'Oissel : une enquête en cours sur ce drame (76 actu)

- Extorsions dans l'Eure et en Seine-Maritime : le braqueur et ses complices étaient de vrais « apprentis » (Paris Normandie)
- Fécamp. Trafic de stupéfiants : trois prévenus placés en détention provisoire après trois mois d'enquête (Courrier Cauchois)

Agriculture

- Chine et Normandie : ces liens solides et subtils autour du lin (Paris Normandie)

Éducation

- Normandie. La région perd des élèves : des lycées fermeront-ils dans les prochaines années ? (Tendance Ouest)

Politique

- Barentin. Christophe Bouillon aspire à un second mandat (Courrier cauchois)
- Caudebec-lès-Elbeuf : Laurent Bonnaterre lève le voile sur sa candidature aux élections municipales 2026 (76 actu)
- Municipales 2026. Laurent Bonnaterre briguera un troisième mandat à Caudebec-lès-Elbeuf (Paris Normandie)
- Après une première candidature avortée il y a 2 mois, Fabrice Morice brigue à nouveau la mairie de Neufchâtel (76 actu)
- Municipales au Havre. Sécurité, propreté, emploi, stationnement... Franck Keller est à la tête de liste UDR-RN (76 actu)
- Municipales 2026: Près de Rouen, la conseillère d'opposition mène la liste « Saint Léger autrement » (Paris Normandie)
- Municipales 2026 à Rouen : Céline Vitard (liste ouvrière) se lance pour s'opposer au gouvernement (Paris Normandie)
- « Elle reste un monde d'homme » : à Rouen, pourquoi Laura Slimani quitte la vie politique locale (Paris Normandie)
- « Un harcèlement administratif » : pourquoi le maire de Neufchâtel-en-Bray ne brigue pas un 4e mandat (Paris Normandie)
- Municipales 2026. A Blangy-sur-Bresle, la liste Rassemblement national conduite par Mathilde Marjanovic (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Saint-Aubin-le-Cauf, Christophe Dequesne veut rempiler pour un deuxième mandat (Paris Normandie)
- Ce maire de Seine-Maritime tourne la page après 43 années au service de sa commune (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Une partie de la majorité sortante s'émancipe à Criel-sur-Mer (Paris Normandie)

Transport

- Fréquentation, ponctualité, chantiers : quel bilan pour les trains en Normandie en 2025 (France Bleu)
- Fréquentation et ponctualité des trains : la Région Normandie et la SNCF tirent un bilan positif (Paris Normandie)

Divers

- D'où provient le bruit fort qui a réveillé des habitants autour de la zone industrielle du Havre ? (France Bleu)

Acteurs publics

- Décarbonation : de la performance à la résilience, la mutation des métropoles
- L'indice de résilience numérique, un nouvel outil pour plus de souveraineté
- Quand l'urgence climatique rebat les cartes du dialogue intercommunal
- Un effort supplémentaire demandé aux ministères dans la nouvelle copie du budget 2026
- Fonction publique : les syndicats alertent l'exécutif sur la dégradation "continue" des rémunérations des agents

Amende maximum pour le dépollueur Solvalor à Sotteville-lès-Rouen, dénoncé par lettre anonyme

Benoît MARIN-CURTOUD

5-7 minutes

60 000€ en deux amendes : c'est la sanction infligée par la préfecture à la société Solvalor à Sotteville-lès-Rouen, qui a accueilli plus de 1000 tonnes de déchets non conformes et sans doute parfumés d'hydrocarbures.



Publié: 19 Janvier 2026 à 17h20 Temps de lecture: 2 min

Solvalor, ça ne vous dit rien ? C'est cette entreprise de recyclage des terres polluées qui exploite avec l'accord des autorités, depuis 2014, une plate-forme fluviale de transit, traitement et valorisation de terres, déblais de chantiers et déchets du BTP. Le site se situe en bord de Seine, rive gauche, à cheval sur Amfreville-la-Mivoie et [Sotteville-lès-Rouen](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ce site sensible a une histoire chargée. Après Deep Green (2004-2009) puis 3L Normandie (2009-2012) qui ont successivement déposé leur bilan, [Solvalor \(groupe Artesa\)](#) faisait figure de sauveur, avec le soutien du Port de Rouen d'abord, pour évacuer des terrils de boues (110 000 tonnes de terres traitées), puis nettoyer le site avant de construire une centrale pour traiter les boues polluées.

Des vidéos accablantes et des déchets parfumés de pétrole

Une enquête publique avait eu lieu (deux associations et le conseil municipal d'Amfreville-la-Mivoie avaient exprimé leur opposition) mais la préfecture avait donné son feu vert le 19 mai 2014.

Mais l'histoire chargée du site le devient plus encore depuis que [la préfecture de la Seine-Maritime a, le 22 décembre 2025, infligé deux amendes pour un montant cumulé de 60 000€ à la société](#) à la suite d'une dénonciation anonyme. Un montant « *maximum* » selon l'État au vu de la gravité des faits et du chiffre d'affaires de Solvalor.

« La DREAL a été destinataire d'une plainte anonyme reçue le 22 août 2025, vidéos et photos l'appui, montrant notamment, des déversements volontaires d'effluents liquides depuis des camions hydrocureurs et des camions citerne directement au droit de zones de stockage de terre en extérieur, des bassins d'eaux encrassés et un débordement d'une cuve du réseau d'eaux industrielles réputé fermé », détaille l'arrêté préfectoral qui signifie l'amende.

Des déchets pourtant interdits sur ce site

C'est à partir de ce signalement que l'administration a envoyé ses enquêteurs pour tenter de comprendre comment des effluents liquides ont pu être déversés dans cette société chargée de dépolluer des déchets solides. *« La vidéo transmise par la plainte montre des déchets liquides noirâtres présentant des irisations provenant probablement de la présence d'hydrocarbures »,* ont constaté les agents de la Dreal.

Or, les autorisations encadrant l'activité du dépollueur sont explicites : *« Solvalor n'est pas autorisé à effectuer le traitement de déchets liquides sur son installation, l'admission de déchets liquides étant même interdite explicitement »,* souligne la préfecture. Le danger : que ces déchets pouvant être dangereux migrent par ruissellement vers la Seine ou la nappe. Des fuites ont été constatées depuis les alvéoles qui retiennent les déchets.

1 036 tonnes de déchets illégaux

En réexaminant tous les bons de transport de l'année 2025 jusqu'au mois de septembre, les agents de la Dreal estiment que depuis le 1er janvier 2025 la société Solvalor a accueilli au moins 1 036 tonnes de déchets liquides dangereux : de quoi justifier une amende maximum de 45 000€ pour ces déchets non conformes et une autre amende maximum de 15 000€ pour avoir illégalement mélangé ces déchets liquides à d'autres.

Depuis le contrôle de la Dreal, la société Solvalor a amendé ses pratiques, n'accueille plus de camions-citernes ou d'hydrocureurs, le personnel a été davantage formé, le site a été nettoyé et des réparations ont été engagées dans les zones dédiées à la sédimentation des boues.

En Normandie, les crédits distribués aux entreprises sont en hausse en novembre 2025 - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

~2 minutes

En novembre 2025, 46,1 milliards d'euros de crédits ont été mobilisés pour les entreprises normandes*. Ce montant est relativement stable par rapport à octobre (+ 0,3 %) et progresse sur un an (+ 2,5 %).

Le coût moyen des nouveaux financements aux sociétés non financières progresse légèrement en novembre (3,42 %, après 3,37 % en octobre) du fait de la hausse du taux d'intérêt moyen des titres de dettes (3,36 %, après 3,23 % en octobre) tandis que celui du crédit bancaire demeure stable à 3,46 % (après 3,45 % en octobre).

31,8 % des crédits mobilisés dans la région sont accordés aux petites et moyennes entreprises, dont les montants sont en hausse de + 0,4 % sur un an. Ceux des grandes entreprises et holdings, qui concentrent 25,2 % des crédits mobilisés, progressent de + 2,7 %.

Concernant les types de crédits, 6,1 % sont des crédits de trésorerie et 93,9 % des crédits de moyen et long terme liés aux investissements. Ces derniers crédits augmentent de + 2,8 % sur un an tandis que les crédits de trésorerie diminuent de – 1,6 %.

La Manche, la Seine-Maritime et le Calvados sont concernés par cette croissance des crédits accordés aux entreprises, ces derniers étant stables dans l'Eure et l'Orne.

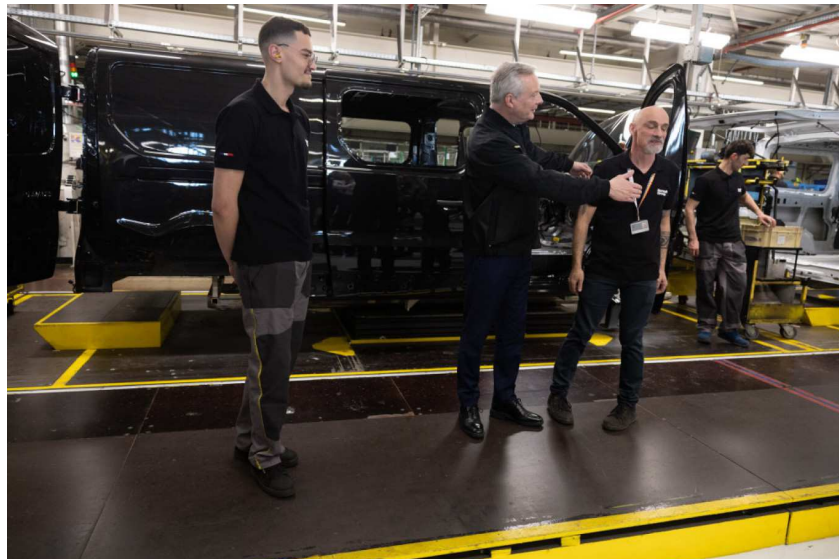
2026, l'année charnière pour l'usine Renault de Sandouville ?

L.R

4-5 minutes



Identifiez vous, pour sauvegarder ce article et le consulter plus tard !



Site de Renault Sandouville. © Hamilton de Oliveira

Entre prudence financière à court terme et ambitions de croissance durable, le site normand devient le fer de lance de la nouvelle logistique urbaine du constructeur. Le site de Sandouville, en Seine-Maritime, s'apprête à franchir une étape majeure avec le lancement de la gamme Flexis prévu pour l'été 2026. Cette dynamique industrielle s'inscrit dans un contexte financier scruté de près par les analystes.

Lors de la 29e édition de son forum annuel à Lyon, le 8 janvier 2026, le cabinet Oddo BHF a exprimé une certaine réserve quant aux marges du groupe pour l'exercice en cours. Toutefois, les experts maintiennent une recommandation positive, affichant leur confiance dans la capacité de Renault à redresser sa rentabilité au-delà de 2026 grâce à sa trajectoire d'innovation.

Une stratégie alliant finance et durabilité

Cette feuille de route financière est indissociable du déploiement opérationnel sur le terrain. En misant sur Sandouville, Renault réaffirme sa volonté de renforcer sa compétitivité tout en accélérant la décarbonation du transport de marchandises en ville. La synergie entre le développement de nouveaux produits et le respect d'objectifs environnementaux stricts constitue désormais le socle de la stratégie du groupe, positionnant la durabilité comme un levier de croissance.

Sandouville : fleuron de la mobilité agile et durable

Pour répondre aux défis de l'électrification, l'usine bénéficie d'atouts technologiques majeurs, notamment la plateforme « FlexE Connect » qui optimise les coûts et les délais de production. Au-delà de la performance technique, le site s'impose comme un pôle d'emploi régional crucial et un maillon essentiel de la supply chain européenne.

Les jalons à venir seront d'ailleurs suivis de près, incluant les résultats 2025, la publication des objectifs 2026 et les avancées concrètes sur le déploiement de Flexis et de FlexE Connect. Le constructeur met clairement l'accent sur une trajectoire qui privilégie l'innovation produit, l'efficacité opérationnelle et la transition énergétique, visant des gains significatifs en compétitivité et en durabilité. Pour l'usine Sandouville, cela se traduit par une feuille de route claire vers une production accrue, des opportunités locales et une contribution positive à l'économie régionale.

La Seine-Maritime au cœur du futur hub normand du recyclage carbone

L.R

3–4 minutes

Natran a annoncé, mi-décembre, le lancement d'un (AMI) pour son projet de transport interrégional de CO₂, baptisé DKHARBO. Destiné aux industriels, aux gestionnaires de déchets et aux acteurs de la valorisation, cet AMI vise à évaluer les besoins pour déployer une infrastructure partagée. L'objectif est de décarboner les principaux bassins d'émissions de Normandie, des Hauts-de-France, du Grand Est et de l'Île-de-France, en acheminant le CO₂ vers le port de Dunkerque, puis vers des sites de stockage en Mer du Nord.

Un réseau de 1 000 km pour transformer le bilan carbone national

Le projet prévoit le déploiement d'un réseau de canalisations d'environ 1 000 km, véritable artère de la transition énergétique dans le quart Nord-Est de la France. Avec une capacité de transport atteignant 10 millions de tonnes de CO₂ par an (d'origines fossile et biogénique), l'infrastructure pourrait absorber à elle seule près de 13 % des émissions de l'industrie manufacturière française.

«Ce projet permettra à terme de transporter jusqu'à 10 millions de CO₂ par an, d'origines fossiles et biogénique, soit 13% des émissions de l'industrie manufacturière française», assure NaTran.

Une démarche non-engageante pour l'avenir

Les porteurs de projets peuvent répondre à l'AMI via un formulaire en ligne disponible sur le site de NaTran, jusqu'au 28 février 2026. Cette démarche se veut non-engageante, servant de préalable essentiel à une étude de faisabilité technique approfondie. NaTran souhaite ainsi évaluer précisément les besoins du marché et confirmer l'intérêt de créer cette infrastructure mutualisée, ouverte à tous les acteurs. Ce projet stratégique s'inscrit dans une logique

globale de décarbonation de l'industrie française, complétant d'autres initiatives de réduction des émissions et de valorisation du CO₂ biogénique.

«La décarbonisation de l'industrie française est un enjeu central pour assurer la pérennité de nos entreprises et de préserver l'emploi et la souveraineté de notre pays. Nos équipes sont à pied d'œuvre pour développer différents réseaux CO₂ afin de transporter le CO₂ résiduel qui n'aura pas pu être évité par tout autre forme de décarbonation et également valoriser le CO₂ biogénique. L'ambition de ce projet qui maillerait le quart Nord-Est de l'Hexagone via une infrastructure mutualisée et ouverte s'inscrit dans cette logique», explique Anthony Mazzenga, directeur du développement de NaTran.

Renault va produire des drones aériens militaires dans des usines françaises

Maxime MAINGUET

10–13 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Selon les informations de « L'Usine Nouvelle » confirmées par « Ouest-France », le groupe Renault va produire des drones aériens militaires dans deux de ses usines françaises. Il s'agirait des sites de Cléon (Seine-Maritime) et du Mans (Sarthe). L'annonce marque officiellement le retour du groupe automobile dans le domaine de la défense.

[Au mois de juin dernier](#), Sébastien Lecornu, alors ministre des Armées, avait annoncé qu'une grande entreprise automobile française, qui s'avérera quelques jours plus tard [être Renault](#), allait construire des drones militaires en collaboration avec une entreprise de la défense. [En septembre](#), le groupe annonçait officiellement à ses équipes qu'il réfléchissait bien à développer des activités dans le secteur de la défense, sur fond de guerre en Ukraine et de réarmement en Europe.

Un drone polyvalent

Ce retour de Renault dans la défense est désormais acté : selon les informations de [L'Usine Nouvelle](#) confirmées par *Ouest-France*, le groupe automobile s'apprête à lancer la production de drones aériens militaires dans certaines de ses usines françaises. Selon *L'Usine Nouvelle*, il s'agirait des sites de Cléon (Seine-Maritime) et du Mans (Sarthe). La production devrait débuter dans les prochains mois.

Ce projet, lancé en lien avec la Direction générale de l'armement (DGA), sera mené en partenariat avec Turgis Gaillard, une PME de la défense qui produit déjà des drones, à qui Renault apporterait son expertise en matière d'industrialisation des process et de réduction des coûts. Ce partenariat vise à construire des drones de

taille moyenne (et donc pas des drones FPV, similaires à ceux trouvés dans le commerce). Ils seraient « armables » mais auraient potentiellement plusieurs autres fonctions, comme le renseignement. Il ne s'agirait par ailleurs pas de drones kamikazes.

La défense, une partie de l'histoire de Renault

En septembre, Renault avait précisé que ses éventuels nouveaux projets dans la défense, qui pouvaient représenter une opportunité économique non négligeable, devaient bénéficier à ses sites français et ne pas nuire à ses capacités d'investissements dans l'automobile, son cœur de métier.

L'annonce marque le retour de Renault dans le monde de l'armement, domaine dans lequel le groupe a déjà été très engagé, notamment lors des Première et Seconde Guerres mondiales.

Les drones, omniprésents et décisifs en Ukraine

Ce projet de production de drones naît dans un contexte où ceux-ci sont devenus omniprésents sur le théâtre russo-ukrainien, après avoir été aperçus de manière systémique lors du conflit au Haut-Karabakh, en 2020.

En Ukraine, leur usage s'est généralisé en 2023, ce qui a modifié profondément la façon dont les combats sont menés. Ces drones, qui sont responsables des trois quarts des pertes des deux camps, interdisent notamment les concentrations de véhicules blindés. Ils modifient également la façon dont les fantassins vivent et évoluent sur la ligne de front. Enfin, ils créent une vaste zone grise au-delà de la ligne de contact, où leur présence rend les déplacements particulièrement dangereux. En 2024, l'usage massif de drones par les Ukrainiens leur avait par ailleurs permis de compenser leur fort déficit d'obus d'artillerie, lié à la suspension de l'aide américaine, alors bloquée par les républicains du Sénat.

Par ailleurs, des drones plus massifs sont utilisés pour frapper les infrastructures stratégiques dans la profondeur (usines d'armement, raffineries, installations électriques, etc.). Les Russes utilisent notamment des drones de type Shahed, du nom de ces drones à « voile » triangulaire fournis par l'Iran.

Aux drones aériens, s'ajoutent par ailleurs des drones marins, employés avec succès par les Ukrainiens en mer Noire, et des drones terrestres, utilisés pour participer au combat ou évacuer des blessés (Renault réfléchit par ailleurs à [un drone de ce type](#)). Le tout contribue à la robotisation grandissante du champ de bataille, y compris dans les guerres de haute intensité pour lesquelles la France doit désormais se préparer, au vu de la menace russe.

Lire aussi : [TÉMOIGNAGE. En Ukraine, « mon expérience ne me sert strictement à rien », explique le photoreporter Patrick Chauvel](#)

La France est en retard

Cette dronisation rampante et de plus en plus visible des conflits n'a pas empêché les armées françaises et les industriels de la défense tricolores d'accuser un sérieux retard en la matière.

Les grands groupes français de la défense, y compris ceux de l'aéronautique, sont peu impliqués sur ce type de projets, relativement loin de leurs habitudes (la conception d'armement de très haute qualité technologique sur des programmes de long terme). Leur production de drones est donc trop restreinte en termes de quantité et, surtout, trop éloignée des nouveaux besoins exprimés sur les champs de bataille, notamment ceux d'Ukraine.

Lire aussi : [ENQUÊTE. Malgré la guerre en Ukraine, l'industrie française du drone militaire peine à décoller](#)

Plusieurs start-ups ou entreprises de taille plus modeste sont toutefois nées ces dernières années avec l'idée de concevoir des drones similaires à ceux utilisés en Ukraine, tout en utilisant régulièrement l'IA. Parmi ces start-ups, on trouve notamment Alta Ares, Harmattan AI (qui vient de signer un partenariat avec Dassault pour intégrer son IA dans les Rafale), Delair ou... Turgis Gaillard, désormais partenaire de Renault.

Economie. Intelligence artificielle, concurrence étrangère... : les grands défis que doivent relever les entreprises normandes en 2026

Julien Rojo

3-4 minutes

Comment se portent les entrepreneurs normands ? Le milieu reste toujours dynamique selon la Chambre de commerce et de l'industrie (CCI) Ouest Normandie, basée dans la Manche et sur une partie de l'Orne. Plus de 500 patrons, industriels, salariés et commerçants ont participé lundi 19 janvier à un rencontre "Business 2026" au cinéma CGR de Cherbourg-en-Cotentin. *"Tout le monde attend des jours meilleurs, mais les entreprises sont plutôt positives"*, révèle le président de la CCI Daniel Dufeu. Trois dirigeants normands sur quatre se montrent optimistes pour cette année, selon une étude de la structure datant de décembre dernier.

"Il va falloir réguler cela à un moment"

Cette journée était l'occasion d'abord d'évoquer les grands changements prévus dans le territoire, en particulier chez les grands industriels du Cotentin : [Naval Group](#) et son carnet rempli, [la révision du réacteur 2](#) à la centrale EDF de Flamanville et le projet pharaonique de [l'Aval du Futur à Orano](#)... Ces projets devraient profiter, par ruissellement, au reste du territoire manchois, selon la CCI. Les entreprises plus modestes, comme les commençants des centres-villes font face à de multiples défis, comme la concurrence des produits étrangers. *"Il va falloir réguler cela à un moment. Ce n'est pas possible"*, s'insurge Daniel Dufeu contre les produits importés, souvent d'Asie. Interrogé sur le [déraillement du train de marchandises](#) à Carentan, il reconnaît *"une situation négative"* et appelle la remise en place du trafic ferroviaire *"très rapidement"*. Autres challenges : les intelligences artificielles. La CCI forme les commerçants et sous-traitants au fonctionnement de ces outils et comment les utiliser sans se mettre en danger. *"C'est vraiment à nous de donner l'impulsion, aux entreprises, car cela n'est pas pour demain, c'est pour aujourd'hui"*, poursuit Daniel

Dufeu. En 2026, la Chambre de commerce va continuer à accompagner les jeunes entreprises sur le territoire. Elle avance qu'une entreprise accompagnée a 90 % de chances de rencontrer le succès dans les trois ans de sa création. Ce taux tomberait à 50 % pour une société non soutenue.



Plus de 500 personnes ont participé à l'évènement "Business 2026". - Julien Rojo

Instabilité politique

Les entrepreneurs citent une dernière difficulté : le manque de vision claire sur le budget de l'Etat. *"C'est handicapant, cela ralentit les investissements de nos projets"*, détaille [Florence Kwiatek, présidente de la CCI à Cherbourg](#). La Chambre du commerce craint de faire face elle-même à une diminution de son budget. La décision du Premier ministre de Sébastien Lecornu d'utiliser le 49.3 pour avoir un budget, survenue quelques heures après la rencontre, brouille également les pistes.

Pourquoi des sirènes vont-elles retentir mardi 20 janvier à Montville et Malaunay ?

Écrit par Myriam Libert

~2 minutes

Un nuage toxique va survoler mardi 20 janvier les communes de Montville et Malaunay en Seine-Maritime, après un accident qui surviendra dans une usine chimique du secteur. Il ne s'agit pas de science prédictive, mais d'un exercice de sécurité civile organisé par la préfecture pour tester son PPI, le Plan Particulier d'Intervention.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Imaginez un nuage toxique survolant votre commune à la suite d'un accident survenu dans une entreprise chimique des environs.

Comment et par qui seriez-vous prévenu ?

La préfecture de Seine-Maritime organise mardi 20 janvier un exercice grandeur nature pour tester son Plan Particulier d'Intervention, qui vise à protéger les populations, les biens, et l'environnement.

Le scénario du jour ? Un accident industriel survenu à Montville, dans l'usine chimique du Groupe Brenntag.

Les sites industriels sont particulièrement surveillés, et leur sécurité doit être régulièrement éprouvée.

Pour cet exercice, les sirènes de l'exploitant de l'usine Brenntag retentiront, ainsi que celles des communes se situant dans son emprise géographique.

Le système de télé alerte des riverains sera également déclenché.

La préfecture assure que cet exercice n'aura aucun impact dans l'espace public.

Pourquoi les sirènes d'alerte vont sonner ce mardi dans la région de Rouen

2-3 minutes

Ce mardi 20 janvier 2026, un exercice de sécurité civile va être mis en œuvre à Montville et Malaunay, près de Rouen. Les sirènes d'alerte seront mises en route.

Sur le même thème

[alerte](#)

[Industrie](#)



Les sirènes d'alerte aux populations seront déclenchées ce mardi 20 janvier 2026 à Montville. (©Adobe Stock)

Par [Julien Bouteiller](#) Publié le 10 déc. 2025 à 20h14 ; mis à jour le 20 janv. 2026 à 9h04

Mise à jour le 20 janvier. *L'exercice initialement prévu le 11 décembre 2025 aura lieu ce 20 janvier 2026. Les sirènes d'alerte aux populations seront testées, mais contrairement à ce qui était initialement annoncé, le dispositif FR-Alert ne sera pas déclenché.*

Si vous habitez dans les environs de [Rouen](#), vous entendrez peut-être **une sirène d'alerte**, ce mardi 20 janvier 2026. Pas de panique et on vous explique pourquoi.

Les sirènes vont retentir

La préfecture de la Seine-Maritime en donne la raison sur ses réseaux sociaux. Un exercice de sécurité civile va avoir lieu ce jeudi. Le scénario : « Un **nuage toxique** qui se dégage au-dessus d'une industrie », en l'occurrence l'entreprise **Brenntag située à Montville**.

Les sirènes de l'entreprise ainsi que celles des communes de Montville et Malaunay seront activées. « Aucune action de votre part n'est requise. L'exercice n'aura aucun impact dans l'espace public », précise la préfecture.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

25 000 cartons d'aide alimentaire pour les enfants de Gaza, acheminés par porte-conteneurs via le port du Havre

Écrit par Véronique Arnould

3–4 minutes

Un chargement d'aide alimentaire, à destination de Gaza, est parti ce dimanche 18 janvier 2026 du port du Havre. Il s'agit de cartons de nourriture destinés aux bébés et enfants souffrant de malnutrition. Le chargement fera une escale en Egypte, avant d'atteindre son but.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

25 000 cartons d'aide ont été chargés le 18 janvier sur un porte-conteneurs du Havre. Il s'agit de doses alimentaires, produites par la société normande [Nutriset](#), et destinées à prévenir la malnutrition. 42 000 enfants de Gaza vont pouvoir en bénéficier, à raison d'un berlingot par jour pendant 6 mois.

Ce chargement, estimé à 400 tonnes environ, a été préparé par le ministère des affaires étrangères pendant plusieurs semaines. Depuis le début du conflit, le 7 octobre 2023, plus de 1 300 tonnes d'aides ont été acheminées pour la population gazouie. Au Havre, ces cartons prennent place dans 21 conteneurs, sur les 6 500 que contient le navire cargo. L'opération est menée en partenariat avec [la fondation](#) de l'armateur CMA CGM.

C'est un énorme travail logistique, nous avons beaucoup de partenaires : des ONG pour la distribution localement, mais aussi en amont pour l'achat et le rassemblement de cette cargaison, la mise en conteneurs et l'envoi.

Pascal Confavreux - Porte-parole du ministère des Affaires étrangères

durée de la vidéo : 00h01mn27s



25 000 cartons d'aide alimentaire pour Gaza, transitent par le port du Havre • ©France Télévisions

Ces berlingots vont permettre de réalimenter 42 000 enfants, et prévenir le risque de malnutrition aiguë. Avec le froid, les pénuries et la destruction du système de santé, cet apport est indispensable.

On est sur un produit de prévention pour des populations à risques, soit parce qu'elles manquent d'accès à une nourriture diversifiée, ou parce qu'il y a des maladies. On le donne donc en prévention pour que les enfants ne tombent pas dans une malnutrition aigue.

Adeline Lescanne - Vice-présidente de la société Nutriset

Le porte-conteneurs mettra dix jours à rallier Port Saïd en Egypte. Le [Programme Alimentaire Mondial](#) va assurer le passage de la frontière, puis leur distribution aux enfants.

Les besoins d'aide internationale à Gaza sont immenses. La population attend toujours que l'Etat israélien accélère et simplifie les contrôles drastiques aux frontières de son territoire.

À Port-Jérôme-sur-Seine, un chantier souterrain à 8 millions d'euros pour sécuriser l'eau industrielle

Coline Poirer-Mellier

7-8 minutes

Casques de chantier et gilets orange étaient de sortie ce lundi 19 janvier 2026, à Port-Jérôme-sur-Seine. Un micro-tunnelier a été officiellement inauguré pour un chantier stratégique à 8 millions d'euros : le doublement des conduites d'eau industrielle entre les réservoirs et la porte Saint-Georges



Le micro-tunnelier creusera pendant près d'un mois à 13 mètres de profondeur afin de poser une nouvelle conduite d'eau industrielle sans ouvrir de tranchée. - Photo Coline Poirer-Mellier



Publié: 19 Janvier 2026 à 18h35 Temps de lecture: 1 min

Un flot de gilets orange surmontés de casques de chantier s'est rassemblé, ce lundi 19 janvier 2026, à Port-Jérôme-sur-Seine.

Objectif : inaugurer le micro-tunnelier qui va œuvrer pendant près d'un mois sous le secteur. La machine s'inscrit dans un vaste

chantier lancé par Caux Seine agglo : le doublement des conduites d'eau industrielle entre les réservoirs et la porte Saint-Georges.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Sécuriser un réseau stratégique

L'eau industrielle produite à l'usine de Norville, exploitée par SAUR dans le cadre d'une délégation de service public, est pompée dans la Seine, puis traitée avant d'alimenter les réservoirs situés rue Maryse-Bastie. Environ 122 000 m³ par jour sont ainsi distribués pour répondre aux besoins industriels et assurer la défense incendie.



Élus de Caux Seine agglo, représentants de la SAUR et de l'entreprise NGE étaient présents pour le lancement de ce chantier stratégique estimé à près de 8 millions d'euros. - Photo Coline Poirer-Mellier

« C'est un chantier que l'on attendait depuis longtemps. Il s'inscrit pleinement dans notre politique de l'eau et dans une stratégie de sécurisation du réseau », souligne Virginie Lutrot, présidente de Caux Seine agglo. Jusqu'ici, une seule canalisation reliait les réservoirs au secteur de la porte Saint-Georges. Un point de fragilité qui a conduit l'agglomération à lancer, dès septembre 2025, des travaux de doublement avec une conduite en acier de 1,9 km.

Il y a un véritable travail de résilience à mener. Le prix de l'eau reste bien inférieur à ce qu'elle nous coûte réellement.

Virginie Lutrot, Présidente de Caux Seine agglo

« Ce chantier renforce les dispositifs de distribution d'eau et les équipements électro-intensifs qui alimentent la zone industrielle. C'est indispensable pour maintenir et réindustrialiser notre territoire », insiste l'élue. Au-delà de l'infrastructure, la présidente évoque une vision à long terme : études sur la ressource

disponible, réflexion sur de futurs forages et adaptation du modèle actuel. *« Il y a un véritable travail de résilience à mener. Le prix de l'eau reste bien inférieur à ce qu'elle nous coûte réellement, rappelle-t-elle. À Caux Seine agglo, le renouvellement et la sécurisation des réseaux s'inscrivent dans une stratégie durable pour préserver la ressource, répondre aux défis climatiques et concilier les usages agricoles, industriels, domestiques et écologiques. »*

30 millions de m³ par an

« Cette conduite en acier représente 120 000 m³ par jour, soit près de 30 millions de m³ par an », détaille Gilles Amat, vice-président de l'agglomération en charge des réseaux. Après traitement à Norville, l'eau pompée dans la Seine transite par les bassins de Port-Jérôme-sur-Seine avant d'être acheminée vers la zone industrielle et jusqu'au Havre. Elle sert notamment au refroidissement, à la production de vapeur et constitue une réserve précieuse en cas d'incendie.



Virginie Lutrot, présidente de Caux Seine agglo et maire de Port-Jérôme-sur-Seine, rappelle que la sécurisation de l'eau industrielle est un enjeu majeur pour l'avenir du territoire. - Photo Coline Poirat-Mellier

Le micro-tunnelier (baptisé Virginie, avec un prénom féminin, conformément à la tradition liée à Sainte-Barbe, patronne et protectrice des mineurs et des ouvriers.) creusera à 13 mètres de profondeur afin de poser la nouvelle conduite sans ouvrir de tranchée, limitant ainsi les nuisances en surface. La future canalisation franchira la rivière et la RD281 avant de longer la RD81 et les terrains agricoles jusqu'au raccordement final. *« Le micro-tunnelier travaillera pendant un mois pour doubler une canalisation datant des années 1970. C'est la continuité de la*

sécurisation des réseaux », résume Louis Decotignie, directeur opérationnel de NGE Normandie Centre-Val de Loire, qui ajoute : « C'est un sacré défi ».

De son côté, Estelle Grelier, présidente de SAUR France, salue « *un territoire très en avance sur les politiques de l'eau* ». « *Face au stress hydrique, il faut anticiper. Les modèles actuels ne sont plus soutenables* », conclut-elle.

Les travaux, engagés depuis septembre 2025 pour une durée totale de huit mois, représentent un investissement d'environ huit millions d'euros hors taxes.

Lire aussi

[À Yvetot, des travaux ont lieu à côté de la place des Belges pour une suspicion de cavité souterraine](#)

[À Yvetot, Dominique Taladun Chauvel propose une liste de « droite unie » pour les municipales 2026](#)

[Rives-en-Seine : plus d'une heure d'attente pour le vide-hôtel du Normandie](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Port-Jérôme-sur-Seine \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Lillebonne](#)



[À Port-Jérôme-sur-Seine, un chantier souterrain à 8 millions d'euros pour sécuriser l'eau industrielle](#)



À Rouen, 165 logements à vendre sur l'ancien site Volkswagen quartier Pasteur

Véronique Baud

4-6 minutes

L'ancienne concession Volkswagen rasée, le promoteur Ananas Promotion lance son nouveau projet de trois immeubles dans le quartier Pasteur, à deux pas de la fac de droit.



Le « 90 », un des trois immeubles du nouveau programme immobilier qui va remplacer le concessionnaire Volkswagen dans le quartier Pasteur. - Visuel Ananas Promotion



Publié: 19 Janvier 2026 à 08h15 Temps de lecture: 1 min

En pleine évolution, le quartier des concessions automobiles, situé dans l'Ouest de Rouen, poursuit sa mue. Les travaux d'un nouveau [programme immobilier](#) vont démarrer au printemps sur l'ancienne concession Volkswagen, juste à côté de la faculté de droit. Le bâtiment est rasé et entouré de palissades.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Côté Pasteur », « 90 » et « Côté Campus » forment l'ensemble

des logements prévus. « *Les deux premiers seront livrés fin 2027. Le troisième, six mois plus tard. Nous avons commencé la commercialisation* », indique [Stéphane Langlois d'Ananas Promotion](#) (filiale du groupe Citizen, à qui l'on doit le Hangar 105, sur les quais).

Appartements à la carte

Trente-trois logements premium sont prévus dans l'immeuble de sept étages aux larges baies vitrées et façades courbes du « 90 ». « *On commercialise à partir de 174 900 €. Ce sont plutôt des grands appartements, qui peuvent être redessinés pour les clients* », détaille le promoteur. Un bâtiment conçu également avec de belles terrasses et balcons. Le « 90 » intègre des commerces et des bureaux au rez-de-chaussée et au premier étage.



«Côté Pasteur» est situé sur l'ancien site Volkswagen. - Visuel Ananas Promotion

La partie « Côté Pasteur », également haut de gamme, se divise « *pour moitié avec un bailleur qui va disposer de T2 et T3 et pour l'autre moitié, nous sommes en vente à la découpe, pour des propriétaires occupants ou des investisseurs qui vont pouvoir louer à des familles, des jeunes actifs ou des étudiants* ».

« Locatif meublé non professionnel »

Pour compenser l'arrêt du dispositif Pinel qui était favorable aux investisseurs, (et doit être remplacé par un autre) les promoteurs doivent faire preuve d'imagination après une année 2025 calme. « *On développe le principe du locatif meublé non professionnel, c'est-à-dire qu'on apporte au client le logement meublé.* »

« Côté Pasteur » est accessible, à partir de 163 900 €. « Autre

particularité on peut avec un T3 vide faire deux studios pour les louer, possiblement déjà meublés, et qui vont être d'un meilleur rapport », poursuit-il. « Côté campus » qui sera le dernier à sortir de terre sera composé de T1 et T2, « pour les étudiants qui ont la fac Pasteur juste à côté. » L'ensemble compte 165 logements.

Lire aussi

[Pont Corneille à Rouen : pas de réouverture totale à la circulation avant février 2026](#)

[À 75 ans, il va participer à ses 14es Jeux mondiaux des sapeurs-pompiers](#)

[Galette remboursée par la Sécu : le bad buzz-good buzz venu de Darnétal](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Feu d'habitation près de Rouen : quatre personnes intoxiquées](#)



On en sait plus sur la date de remise en service du pont Colbert, à Dieppe !

Anne-Sophie Groué-Ruauzel

5–6 minutes

Les retards du chantier du pont Colbert continuent. Malgré les tests de rotation partielle relevés ces derniers jours, le pont ne pourra pas être remis en service avant la fin du mois de février prochain. Explications.



Par Anne-Sophie Groué-Ruauzel

Publié: 19 Janvier 2026 à 15h00 Temps de lecture: 1 min

C'est une – sinon la – des dates les plus attendues de l'année 2026 à Dieppe. Cette échéance, c'est la remise en service du pont Colbert, déposé depuis deux ans (janvier 2024) pour être remis en état et revenu à son endroit d'origine il y a quelques semaines en attendant que tout soit reconnecté pour permettre de rétablir la circulation automobile et piétonne sur le vénérable monument historique.





Le revêtement routier. - Photo F. Thomas/Ports de Normandie

Or, Ports de Normandie, dans son dernier communiqué qui informe régulièrement sur la situation du chantier, vient de révéler, ce lundi 19 janvier en début d'après-midi, un « *nouvel ajustement du calendrier de remise en service du pont Colbert, actuellement en cours de restauration* ».

Si l'on a pu se réjouir de deviner un léger mouvement du pont ces derniers jours, Ports de Normandie tempère : « *Ces dernières semaines, des mouvements du pont ont pu être observés, témoignant de l'avancement du chantier. Toutefois, ils ne correspondent pas encore à des essais de fonctionnement. Le chantier de restauration demeure encore à ce stade en phase de travaux, avec la poursuite d'interventions techniques complexes, principalement liées au réseau hydraulique du pont. L'entreprise rencontre des difficultés techniques persistantes lors de la mise en pression du circuit hydraulique.* »

« Un retard global de dix mois »

Des aléas qui conduisent Ports de Normandie à repousser encore la date de remise en service du pont « *à fin février 2026 (...), sous réserve de validation des essais de mise en service* ». Un retard qui, assure Ports de Normandie, « *s'inscrit dans la continuité des informations partagées lors de la réunion publique du 3 avril 2025 au cours de laquelle avait été annoncé un retard global de dix mois par rapport au délai de livraison initial* ».

Les opérations qui restent à faire sont les suivantes : pose de l'éclairage technique et de mise en valeur du pont ; enrobés de voirie ; retouches de peinture ; essais en charge du pont et test de tous les modes de fonctionnement du pont (manuel, téléconduit, dégradé, maintenance...) ; mise en place de la signalisation

routière (feux et panneaux).

En conséquence, il n'est pas encore possible « *d'engager la phase de formation des agents conducteurs d'ouvrage, indispensable avant toute remise en exploitation, celle-ci intervenant une fois les essais et validations techniques réalisés* ». En attendant, la passerelle piétonne restera en fonction et les nouveaux circuits de bus ne passant pas par le pont seront mis en service dès le 3 février.

Infos et photos à retrouver sur le site internet dédié [https://](https://pontcolbert.portsdenormandie.fr/)

pontcolbert.portsdenormandie.fr/

Lire aussi

[Municipales 2026. Une partie de la majorité sortante s'émancipe à Criel-sur-Mer](#)

[À Bacqueville-en-Caux, bientôt l'ouverture d'une boucherie au cœur de la commune ?](#)

[Ce maire de Seine-Maritime tourne la page après 43 années au service de sa commune](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Pont Colbert à Dieppe Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[On en sait plus sur la date de remise en service du pont Colbert, à Dieppe !](#)



« Spacieuse, claire, fonctionnelle », la mairie de Sainte-Adresse a fait peu neuve

Patricia Daudel, correspondante de presse

4-5 minutes

Après plusieurs mois de travaux engagés pour améliorer la performance énergétique des bâtiments municipaux, la mairie de Sainte-Adresse dévoile une nouvelle aile moderne, lumineuse et fonctionnelle.



Le nouvel accès latéral aux services administratifs de la mairie de Sainte-Adresse. - Paris Normandie



Par Patricia Daudel, correspondante de presse

Publié: 19 Janvier 2026 à 14h23 Temps de lecture: 1 min

Programmés dans une démarche d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments municipaux, les travaux de la mairie de [Sainte-Adresse](#) avaient débuté en mai 2024. Le bâtiment arrière, vétuste et non isolé, a été détruit. Il ne reste rien de la cour humide

séparant les deux bâtiments.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Samedi 17 janvier, lors de la cérémonie des vœux du maire, l'édile a convié ses invités à le suivre pour une visite d'une partie neuve bien isolée, à la toiture équipée d'une centrale photovoltaïque. Les Dionysiens bénéficient de ce confortable accès latéral aux services administratifs depuis novembre.

Pour le bien-être du personnel

Franchie la porte d'entrée de ce bâtiment aux lignes délicatement modernes, l'impression est toute d'espace et de lumière. Avec ses vitrages généreux, l'accueil valorise son nom. La signalisation est claire : le CCAS au rez-de-chaussée, État civil et urbanisme au 1^{er} étage, plus haut, la comptabilité et les relations humaines ainsi que les archives. L'accès PMR est facilité.

L'ensemble a été également pensé pour le bien-être du personnel. Les remarques des invités sont élogieuses : un lieu « spacieux et clair », « très fonctionnel ». À la suite du maire, nous voilà arrivés au 1^{er} étage, au niveau de son bureau, de ceux des adjoints et de la Direction des Services. Là, rien de changé. De même, le majestueux escalier est resté imperturbable. Sa descente nous amène au niveau du salon d'honneur. Qu'on se rassure, celui-ci, bien « rafraîchi » sans perdre de son cachet, gardera sa vocation : accessible par son imposant escalier extérieur, fierté d'une façade repeinte dans son style, mariages et cérémonies officielles en bénéficieront toujours.

Lire aussi

[Répression en Iran. Réfugié au Havre, ce journaliste témoigne :
« C'est pire dans les petites villes »](#)

[« Vivants ou presque » : deux artistes havraises proposent un
parcours immersif à La Glacière](#)

[Cette créatrice de robes de mariée du Havre reconnue Artisan
d'art, après une reconversion réussie](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Sainte-Adresse \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Fécamp. Trafic de stupéfiants : trois prévenus placés en détention provisoire après trois mois d'enquête

Charles Turcant

~3 minutes

Lundi 19 janvier, six personnes ont été présentées au tribunal correctionnel du Havre en comparution immédiate, dans le cadre d'un vaste trafic de stupéfiants (cannabis, héroïne et cocaïne) qui s'articulait sur Fécamp et des communes environnantes. Les prévenus ayant sollicité un délai pour préparer leur défense, l'audience est renvoyée au 2 mars 2026.

Trafic en famille

Parmi les protagonistes, le principal mis en cause lié à ce trafic, 23 ans, vit dans un immeuble qui longe la route de Cany (RD 925), remontant de Fécamp vers Senneville-sur-Fécamp. A ses côtés, comparaissaient également sa mère (54 ans) et sa concubine (20 ans), qui l'assistaient régulièrement dans son activité ; ainsi qu'une voisine (55 ans), qui conservait chez elle de l'argent issu de ce trafic. A ce quatuor s'ajoutent deux jeunes hommes de 26 et 21 ans qui, eux, avaient à leur domicile de fortes quantités de stupéfiants. La mère, la concubine (qui a passé trois jours en détention provisoire) et la voisine sont placées sous contrôle judiciaire. Les trois autres prévenus sont partis en détention provisoire jusqu'au 2 mars.

Une enquête de trois mois

L'enquête s'est ouverte il y a trois mois, après que les services de gendarmerie ont été rendus destinataires d'un *"renseignement anonyme faisant état de la vente de produits stupéfiants, sente du Val aux Vaches à Fécamp"*, expose la procureure de la République du Havre, Soizic Guillaume. Après investigations, les forces de l'ordre ont mis au jour un trafic de cannabis, héroïne et cocaïne, *"impliquant plus d'une dizaine de personnes."*

Onze interpellations en pays de Caux

"Le principal mis en cause écoulait ses produits à la fois au sein de la tour et procédait à des livraisons sur Fécamp et dans les localités environnantes, poursuit la procureure. Il a reconnu écouler un kilogramme de cannabis, ainsi que 100 grammes de cannabis et 100 grammes de cocaïne par semaine."

Mardi 13 janvier, les forces de l'ordre ont procédé à onze interpellations, en premier lieu à Fécamp, Notre-Dame-du-Bec et Froberville. Les perquisitions ont mené à la saisie de *"plus de 4 kilogrammes de résine de cannabis, un peu moins de 100 grammes d'héroïne, plus de 17 000 euros en numéraire, une arme de catégorie A et divers objets mobiliers."* La gendarmerie a également procédé à l'audition de nombreux consommateurs pour mettre la lumière sur cet important trafic de cannabis, cocaïne et héroïne.

Seine-Maritime. Le corps sans vie d'une femme a été découvert dans une forêt

Ghislain Annetta

~2 minutes

Le corps sans vie d'une femme d'une cinquantaine d'années a été retrouvé dimanche 18 janvier dans une forêt de la région rouennaise. Cette macabre découverte a été réalisée à 14h30 par la police non loin du domicile de la victime.

Une disparition signalée trois jours plus tôt

Trois jours plus tôt, jeudi 15 janvier, un homme s'était présenté au commissariat de Rouen pour signaler la disparition de son épouse. Il n'avait plus de nouvelles de sa part depuis mardi 13 janvier. *"Il précisait que sa femme était malade"*, indique Sébastien Gallois, procureur de la République de Rouen. Le magistrat précise que *"les auditions, puis les investigations menées sur le téléphone de la femme permettaient d'établir l'absence d'appels depuis le 13 janvier, et un bornage sur un même relais à Oissel"*. Au vu de ces éléments, le parquet a saisi la Direction de la criminalité territoriale (DCT) et la DCOS, le nouveau nom de la police judiciaire, pour la suite des investigations. *"Les causes de la mort demeuraient encore inconnues à cette heure, dans l'attente des résultats de l'autopsie notamment"*, conclut le procureur.

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. Ils volent un vélo électrique et des choux de Bruxelles](#)

Une femme retrouvée morte dans la forêt d'Oissel : une enquête en cours sur ce drame

~3 minutes

Le corps d'une femme a été retrouvé dimanche 18 janvier 2026 à Oissel (Seine-Maritime). Son mari avait déclaré sa disparition quelques jours plus tôt.

Sur le même thème

[Disparition inquiétante](#)

[Police](#)



Le corps d'une femme a été découvert par la police à Oissel (Seine-Maritime) dimanche 18 janvier 2026 (©Adobe Stock/Illustration)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 19 janv. 2026 à 17h48 ; mis à jour le 19 janv. 2026 à 18h02

Le corps d'une femme a été retrouvé dimanche 18 janvier 2026 [à Oissel](#), près de Rouen (Seine-Maritime), dans la forêt, **annonce le procureur de la République** dans un communiqué transmis aux rédactions lundi 19 janvier en fin de journée.

Le corps retrouvé dans la forêt à Oissel

« Le jeudi 15 janvier 2026, un mari se présentait au commissariat de police à Rouen pour signaler la disparition de sa femme, âgée

d'une cinquantaine d'années, détaille le procureur. Il n'avait plus de nouvelles de sa part depuis le mardi 13 janvier. Il précisait que sa femme était malade. »

Les investigations menées sur le téléphone de la personne disparue établissent que celle-ci a cessé d'émettre des appels à partir du 13 janvier, et qu'elle bornait sur un même relais à Oissel.

Dès lors les recherches se sont concentrées dans ce secteur, et le corps a été retrouvé dimanche en début d'après-midi, dans la forêt, non loin de son domicile.

Les causes de la mort encore inconnues

Pour la suite des investigations, le parquet a saisi la **DCT (direction de la criminalité territoriale)** et la **DCOS (division de la criminalité organisée et spécialisée)**.

Le parquet précise que les causes de la mort « demeurent inconnues, dans l'attente des résultats de l'autopsie notamment ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Extorsions dans l'Eure et en Seine-Maritime : le braqueur et ses complices étaient de vrais « apprentis »

Guillaume LEJEUNE

6-8 minutes

Justice. Un jeune malfaiteur et ses trois amis sont soupçonnés d'avoir commis ou aidé à de violentes extorsions dans l'Eure, en Seine-Maritime et à Caen. Un 5e répond de recel. Leur procès s'ouvre mardi 20 janvier 2026 à Évreux.



Jean-Rémy Edzang Akue, ancien espoir de l'athlétisme en Seine-Maritime, est au cœur de la série de braquages et autres extorsions. Il est jugé aux assises à Évreux. - Photo d'illustration : AFP



Publié: 19 Janvier 2026 à 11h11 Temps de lecture: 1 min

Braquage de l'hôtel [« Le Normandy » à Vernon](#) dans lequel quatre clients ont également été dépouillés pendant leur sommeil ; hold-up dans deux bars-tabacs à Caen (14) et à Saint-Pierre-lès-Elbeuf ; vol sous la menace d'une arme d'un tabac pur à Val-de-Reuil, d'un centre d'esthétique à Rouen ; un chirurgien séquestré et frappé chez lui dans la chic banlieue rouennaise : n'en jetez plus, la cour

est pleine !

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

En une quinzaine de jours !

Tous ces crimes ont été commis entre le 18 janvier et le 4 février 2022, soit une quinzaine de jours ! Au cœur de l'enquête policière, un malfaiteur violent connu de la justice [pour avoir braqué deux pharmacies](#) dans l'Eure quelques années plus tôt.

Le principal suspect s'appelle Jean-Rémy Edzang Akue. Ancien [espoir de l'athlétisme normand](#), ce Gabonais âgé de 24 ans n'a pas fait dans le détail. Et ne s'est vraiment pas montré prudent, y compris quand il braquait. Ses trois complices et un receleur supposés, également jugés à partir de mardi 20 janvier 2026 par la cour d'assises de l'Eure, n'étaient pas très discrets.

Un procès long de six jours qui compte neuf parties civiles. La grande majorité des accusés nie en bloc ou minore sa participation malgré les preuves et les indices.

Serial braqueur

« JR », son surnom, vivait chez ses parents, à Gaillon, mais traînait beaucoup en banlieue rouennaise. Dans la chambre du probable serial braqueur bipolaire, les enquêteurs découvriront plusieurs téléphones portables et autres fruits de ses larcins.

Des vols à main armée au cours desquels [des clients](#), patrons et employés ont été menacés voire retenus. Des liquidités (plus de 15 000 € dans un tabac), des chèques, des jeux à gratter ont tous été remis sous la menace d'un pistolet. Les malfrats iront jusqu'à torturer le médecin chez qui ils déroberont pour 80 000 € de bijoux et autres objets de valeur.

Pour autant, trois braquages initialement imputés à Jean-Rémy Edzang Akue ne seront finalement pas résolus, l'ex-athlète ayant bénéficié d'un non-lieu pour les hold-up au magasin de vêtements Mango suivi de celui d'une boulangerie, toujours à Tourville-la-Rivière. Idem pour le supermarché Aldi de Cléon.

Une équipée pas bien maline. Elle sera très rapidement confondue grâce aux vidéosurveillances, aux ADN et aux géolocalisations des téléphones. Sans compter des confidences suite à des écoutes, y compris en prison, et des traces de sang. De vrais « apprentis ».

Chauffeur malgré lui

Rapidement interpellé, Jean-Rémy Edzang Akue, déterminé au point de finir son vol à main armée aussitôt après avoir été chassé

d'un bar-tabac, n'était donc pas seul. Les investigations ont conduit [la police](#) vers l'un de ses vieux amis, lequel avait participé au hold-up de pharmacies.

Un troisième, lui aussi sous contrôle judiciaire, aurait prêté main-forte au braquage matinal du bar-tabac à Caen. Lui aussi conteste formellement sa participation. De même que le chauffeur de la belle Mercedes qui assure ne pas savoir dans quoi il s'est retrouvé embarqué à Vernon et à Caen...

La cour découvrira également dans [le box des accusés](#) le dénommé Rodrigue Bunel. À 37 ans, il est de loin le plus âgé de la bande. C'est lui qui, selon les enquêteurs, s'en est violemment pris au praticien avec « JR ».

Supplice de la baignoire

Une fois entrés dans son domicile, ils l'ont frappé et entravé, jusqu'à lui plonger la tête dans l'eau façon supplice de la baignoire. Bunel jure n'avoir rien à voir avec cette histoire. Le sexagénaire, qui a réussi à se délier seul, a été traumatisé et s'est vu mourir. Les malfaiteurs ont tout retourné dans la maison et sont repartis avec quelque 80 000 € de bijoux et autres objets de valeur.

C'est là qu'intervient le receleur, cinquième mis en examen. Lui sera interpellé début 2024.

Lire aussi

[Pont Corneille à Rouen : pas de réouverture totale à la circulation avant février 2026](#)

[À 75 ans, il va participer à ses 14es Jeux mondiaux des sapeurs-pompiers](#)

[Galette remboursée par la Sécu : le bad buzz-good buzz venu de Darnétal](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Justice Évreux Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Cleon \(Seine-Maritime\)](#) [Tourville-la-Rivière \(Seine-Maritime\)](#) [Saint-Pierre-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) [Gaillon \(Eure\)](#) [Val-de-Reuil \(Eure\)](#) [Caen \(Calvados\)](#) [Isneauville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Fécamp. Trafic de stupéfiants : trois prévenus placés en détention provisoire après trois mois d'enquête

Charles Turcant

~3 minutes

Lundi 19 janvier, six personnes ont été présentées au tribunal correctionnel du Havre en comparution immédiate, dans le cadre d'un vaste trafic de stupéfiants (cannabis, héroïne et cocaïne) qui s'articulait sur Fécamp et des communes environnantes. Les prévenus ayant sollicité un délai pour préparer leur défense, l'audience est renvoyée au 2 mars 2026.

Trafic en famille

Parmi les protagonistes, le principal mis en cause lié à ce trafic, 23 ans, vit dans un immeuble qui longe la route de Cany (RD 925), remontant de Fécamp vers Senneville-sur-Fécamp. A ses côtés, comparaissaient également sa mère (54 ans) et sa concubine (20 ans), qui l'assistaient régulièrement dans son activité ; ainsi qu'une voisine (55 ans), qui conservait chez elle de l'argent issu de ce trafic. A ce quatuor s'ajoutent deux jeunes hommes de 26 et 21 ans qui, eux, avaient à leur domicile de fortes quantités de stupéfiants. La mère, la concubine (qui a passé trois jours en détention provisoire) et la voisine sont placées sous contrôle judiciaire. Les trois autres prévenus sont partis en détention provisoire jusqu'au 2 mars.

Une enquête de trois mois

L'enquête s'est ouverte il y a trois mois, après que les services de gendarmerie ont été rendus destinataires d'un *"renseignement anonyme faisant état de la vente de produits stupéfiants, sente du Val aux Vaches à Fécamp"*, expose la procureure de la République du Havre, Soizic Guillaume. Après investigations, les forces de l'ordre ont mis au jour un trafic de cannabis, héroïne et cocaïne, *"impliquant plus d'une dizaine de personnes."*

Onze interpellations en pays de Caux

"Le principal mis en cause écoulait ses produits à la fois au sein de la tour et procédait à des livraisons sur Fécamp et dans les localités environnantes, poursuit la procureure. Il a reconnu écouler un kilogramme de cannabis, ainsi que 100 grammes de cannabis et 100 grammes de cocaïne par semaine."

Mardi 13 janvier, les forces de l'ordre ont procédé à onze interpellations, en premier lieu à Fécamp, Notre-Dame-du-Bec et Froberville. Les perquisitions ont mené à la saisie de *"plus de 4 kilogrammes de résine de cannabis, un peu moins de 100 grammes d'héroïne, plus de 17 000 euros en numéraire, une arme de catégorie A et divers objets mobiliers."* La gendarmerie a également procédé à l'audition de nombreux consommateurs pour mettre la lumière sur cet important trafic de cannabis, cocaïne et héroïne.

Chine et Normandie : ces liens solides et subtils autour du lin

Philippe Dufresne

10–13 minutes

Philippe Levavasseur est agriculteur mais il est aussi vice-président de la coopérative linière Le Vert Galant. Au travers de son expérience, on comprend mieux les relations particulières entre les liniculteurs normands et la Chine.



Publié: 19 Janvier 2026 à 07h15 Temps de lecture: 1 min

Résumé de l'article

Résumé par IA, vérifié par la rédaction. Cet outil est en phase de test.

1. La Normandie exporte plus de 70 % de son lin en Asie, principalement en Chine.
2. Philippe Levavasseur souligne l'importance du savoir-faire normand dans la production de lin.
3. Les relations entre liniculteurs normands et acheteurs chinois reposent sur respect et confiance.

Examinée sous [l'angle économique](#), la production de lin est un phénomène étonnant. La petite fleur bleue, aux tiges fibreuses, se plaît à merveille en bordure du littoral normand. À la belle saison (elle est plantée en mars avril pour un arrachage, en juillet août), elle trouve un sol généreux, une météo ensoleillée mais aussi pluvieuse et la dose idéale d'humidité au petit matin. À ces conditions, elle grandit vite et offre un lin d'exception.

À tel point que l'industrie du vêtement asiatique, et tout particulièrement chinoise, raffole de la qualité de cette fibre normande. Première région productrice de lin au monde, [la Normandie exporte](#) d'ailleurs plus de 70 % de son lin en Asie, et principalement en Chine.

Retrouvez plus de contenus sur notre [site internet](#)





Philippe Levavasseur revient de Chine où il a, notamment, abordé le devenir de la filière lin. - Paris Normandie

Comment comprendre ces liens si étroits ? Philippe Levavasseur s'est rendu en octobre 2025 en Chine, pour y rencontrer les représentants de la société Kingdom, unique acheteur de la coopérative Vert Galant. Kingdom est le plus important filateur du monde en lin, avec des grandes capacités de travail de la fibre, des usines ultramodernes, avec un excellent savoir-faire.

« Nous avons des échanges bâtis sur le respect et la confiance réciproques »

Philippe Levavasseur, Vice-président de la coopérative du Vert Galant

« Les Chinois ont compris que cette fibre a la cote. Elle est agréable à porter quand il fait chaud. Elle a des propriétés dynamiques et offre une très belle qualité, le lin normand est excellent pour faire un bon fil », résume l'agriculteur de Fresne-le-Plan.



Arrachage du lin

Il ajoute que la demande à l'échelle mondiale est importante et que cela va aller en augmentant puisque les consommateurs indiens et chinois commencent à porter du lin. « *C'est une matière appréciée. Celui qui a les moyens a des vêtements en lin.* »

Couleur blonde ou bleue

Mais si, à l'autre bout du globe, on est friand de cette fibre, en Normandie, les agriculteurs savent qu'il y a des étapes clefs à respecter car elles signent la spécificité du végétal normand.

« *Nous avons une terre adaptée, une météo idéale. Au moment de l'arrachage, nous avons un savoir-faire unique qui est capital pour un bon rouissage* », rappelle Philippe Levavasseur.

Le rouissage est cette étape qui dure environ six semaines en juillet et en août : le lin, qui a été précédemment arraché, est posé à terre. La tige se dégrade lentement pendant que la fibre prend sa couleur blonde, voire bleue.

« Des acheteurs chinois viennent tous les mois en France pour voir, toucher et même sentir la fibre de lin. »

Ce savoir-faire, d'autres pays s'y sont frottés, mais pas avec la même réussite. Être capable de jouer avec les phases de la météo pour que la bactérie détruise la cellulose de la plante, en ne laissant que la fibre, est un véritable art. Le mot n'est pas exagéré et a, sans doute, contribué à séduire les clients chinois.

Dimension humaine

Les équipes de la coopérative du vert galant, rencontrent régulièrement leurs contacts asiatiques, que ce soit en Chine ou en France. « *Nous avons des échanges bâtis sur le respect et la confiance réciproques, c'est important* », précise l'agriculteur de Seine-Maritime. Il poursuit : « *Des acheteurs chinois viennent tous les mois en France pour voir, toucher et même sentir la fibre de lin. La dimension humaine demeure centrale dans les relations avec notre coopérative.* »

Les fibres longues, le caviar du lin

Cette alchimie étonnante, entre terre et business international, n'efface pas le bon sens agricole : ne jamais s'endormir sur ses lauriers et se diversifier. Ainsi, si les fibres longues sont le caviar du lin, celles plus courtes sont valorisées, tout comme les anas, ces fragments de tiges récupérés lors du teillage.

Recherche de la perfection et d'une top qualité du lin d'un côté, nécessité de ne pas « *mettre tous les œufs dans le même panier* »

de l'autre, les liniculteurs normands cultivent, eux aussi, un art de vivre subtil. Un véritable jeu, que Philippe Levavasseur qualifie, avec humour, d'« *addictif* ».

« Au moment de l'arrachage, nous avons un savoir-faire unique qui est capital pour un bon rouissage »,

Pour lire l'intégralité du magazine, suivez ce lien de consultation : [Guide des décideurs 2026](#)

Lire aussi

[Pont Corneille à Rouen : pas de réouverture totale à la circulation avant février 2026](#)

[À 75 ans, il va participer à ses 14es Jeux mondiaux des sapeurs-pompiers](#)

[Galette remboursée par la Sécu : le bad buzz-good buzz venu de Darnétal](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\).](#)

Terre de Lin, l'avenir passe aussi par de nouvelles utilisations

Élément central dans la stratégie du lin en Normandie, la coopérative Terre de Lin a relevé un défi peu ordinaire : concevoir et fournir les vêtements de 65 000 salariés de la SNCF



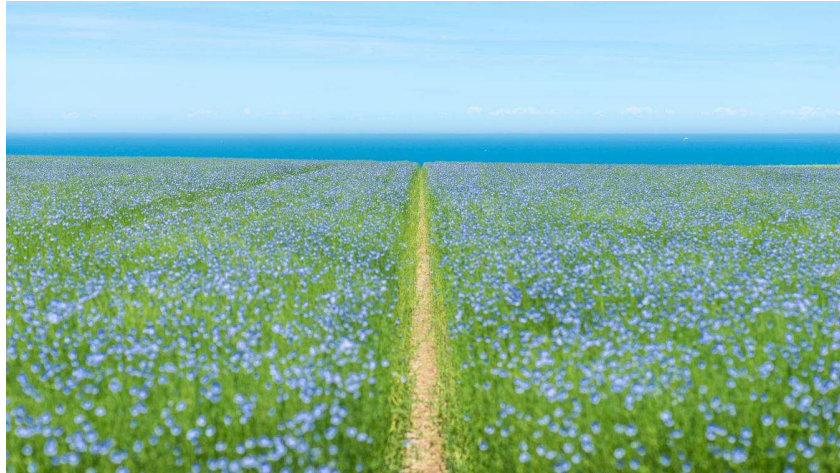
[Le savoir-faire de Terre de Lin au service d'un projet original et ambitieux : créer, en lin, les équipements de protection individuelle de 65 000 salariés de la SNCF. - Terre de Lin](#)



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié le 20/11/2025 à 16:12 Temps de lecture: 2 min

Basée à Saint-Pierre-le-Viger, en Seine-Maritime, [la coopérative Terre de Lin](#) s'est spécialisée dans le secteur linier. Forte de 800 adhérents, elle intervient dès les semences puisqu'elle est « *obteneur* » de différentes variétés de lin. Les graines sont à destination des membres de la coopérative mais aussi à celle des autres cultivateurs.



Terre de Lin est obtenteur de variétés, autrement dit la coopérative fournit des semences de lin. - Terre de Lin

« *Nous fournissons 40 % des semences de lin en France* », souligne Laurent Cazenave, en charge de la communication de la coopérative. Terre de Lin compte aussi 6 usines de teillage (4 en Seine-Maritime et 2 dans l'Eure) et un centre de peignage du lin à Saint-Pierre-le-Viger. Ainsi, de la graine aux « *mèches* » de lin en passant par les fibres, la coopérative maîtrise une grande partie du process. 30 % de sa production prend la route de l'Europe et 70 % de l'Asie.

Le lin ne représente que 0,7 % des fibres utilisées pour les vêtements dans le monde, mais c'est la Normandie qui est le principal fournisseur. « *C'est un marché de niche, mais dynamique. La production répond à la demande mondiale* », poursuit [Laurent Cazenave](#).





Les équipements de protection individuels de la SNCF sont désormais créés avec du lin. - images SNCF

Défi de taille

Mais regarder l'avenir sereinement impose d'explorer de nouvelles niches, de nouvelles utilisations. Aussi, quand Terre de Lin a été sollicitée pour une demande aussi originale qu'inattendue, elle a rapidement accepté : fournir les équipements de protection individuelle pour 65 000 salariés de la SNCF. *« C'est une belle société qui souhaite utiliser plus de matières naturelles. C'était un défi de taille mais cela promettait aussi une belle vitrine »*, confie la communication de la coopérative.



Terre de Lin fournit des semences aux mèches, maîtrisant ainsi une part importante du process. - Terre de Lin

Elle s'est tournée vers Cepovett, société de Villefranche-sur-Saône (69). Les deux groupes travaillent régulièrement ensemble. Terre de Lin a fourni les fibres. Plusieurs partenaires, coordonnés par Cepovett, interviennent ensuite pour confectionner des tenues de travail orange, correspondant aux normes de sécurité.

Un vrai défi de conception

Daniele Lacchini, le PDG de Cepovett explique que les vêtements destinés à la SNCF sont l'équivalent des célèbres « bleus de travail ». Mais cette fois, le coton a cédé la place au lin. Le résultat n'en est que meilleur puisque la fibre longue offre des qualités dynamiques importantes et donc une excellente résistance.

« C'était un vrai défi technique et de conception, mais c'est une vraie fierté de voir ce projet aboutir », affirme Laurent Cazenave. Les premiers vêtements de la SNCF en lin normand sont livrés depuis l'été 2025.

Normandie. La région perd des élèves : des lycées fermeront-ils dans les prochaines années ?

Lilian Fermin

2-3 minutes

[Le solde naturel de la France devient négatif, et comme toutes les régions, la Normandie n'échappe pas à la règle](#). Chaque année, elle perd environ 1 500 lycéens dans le public. *"Nos lycées, notamment dans l'ouest de la Normandie, vont bientôt connaître la réduction des effectifs que commencent à vivre clairement les collèges"*, pointe Hervé Morin, le président de la Région. Deux solutions sont imaginées en réponse au phénomène inévitable.

Fermer des ailes... Puis des établissements

La première est d'optimiser au mieux la surface utilisée dans les établissements. *"Il faut densifier nos lycées, bâtir un nouveau modèle."* Certains espaces, certaines ailes, pourraient ainsi être fermés : *"Ça permettra de réduire les coûts, en chauffage, en entretien... Ce n'est pas la peine d'avoir toutes ces surfaces s'il n'y a personne dedans"*, justifie-t-il.

Puis à l'horizon 2030-2031, il estime que des lycées pourraient fermer leurs portes. Dans des villes qui possèdent deux lycées, les adolescents pourraient ainsi tous être réunis dans un seul. *"Mais il faudrait que la baisse d'effectif soit assez importante"*, tempère Hervé Morin.

Eviter les déserts scolaires

Deuxième solution avancée par le président de la Région Normandie : celle de bâtir des ensembles scolaires qui réuniraient lycée, collège, et parfois même école primaire. *"On commence à réfléchir à ces établissements communs, pour ne pas disparaître de la carte scolaire sur certains coins, mais au contraire réunir nos forces pour faire en sorte d'avoir une proposition dans un lieu commun"*, explique-t-il. Ce qui nécessiterait ainsi une bonne collaboration entre la Région, en charge des lycées, les départements, qui s'occupent des collèges, et le rectorat.

Barentin. Christophe Bouillon aspire à un second mandat

Ghislain Annetta

3-4 minutes

André Marie en a été maire pendant 30 ans, Michel Bentot pendant 31 ans et Auguste Badin 27. Barentin semble une ville attachée à conserver ses maires. Sans prétendre à la longévité de ses prédécesseurs, [Christophe Bouillon se verrait bien continuer pour six ans à la tête de la municipalité](#). C'est le sens de sa candidature officialisée la semaine dernière.

"Le mandat qui se termine n'a pas été le plus simple. Il a commencé avec le Covid et s'est poursuivi avec la guerre en Ukraine"

"J'ai mis du temps à me décider car je réfléchissais à la suite", indique-t-il. Le fruit de cette réflexion, c'est qu'il y a des projets à terminer et de nouveaux dossiers à ouvrir... "Le mandat qui se termine n'a pas été le plus simple. Il a commencé avec le Covid et s'est poursuivi avec la guerre en Ukraine. Nous avons subi la hausse du coût de l'énergie, l'inflation, l'endettement de l'Etat, etc. Malgré cela, nous avons réalisé le programme annoncé et insufflé une dynamique", remarque le sortant. A titre plus personnel, il a retrouvé en tant qu' élu local, "les relations de proximité avec les habitants, les associations, les partenaires économiques" qu'il avait perdues pendant son mandat de député. "J'allais sur le terrain mais ce n'est pas pareil." C'était en espérant retrouver cet ancrage local, connu en tant que premier magistrat de Canteleu de 2001 à 2014, que l' élu avait accepté la proposition de Michel Bentot de prendre la succession. "Le mandat de maire, c'est celui où on se sent le plus utile. On porte une vision, un projet. On est le maître des horloges et du jeu. On assume directement ce que l'on met en place, quitte à se faire critiquer."

"Le socle, c'est le projet"

S'il ne dévoile pas encore sa liste, le candidat assure que *"le groupe est constitué"*. On y retrouvera *"une partie de l'équipe"*

actuelle" mais aussi des nouveaux venus. "C'est important d'ajouter des compétences, d'avoir des profils différents et des horizons variés", plaide le maire sortant. Le fait de ne plus être encarté au Parti socialiste lui laisse toute latitude pour bâtir sa liste, loin des arrangements départementaux ou nationaux. Celui qui se définit comme "divers gauche" l'assure : "Le socle, c'est le projet", pas la couleur politique. Il confirme, enfin, que, s'il est réélu maire, il briguera sa propre succession à la tête de la communauté de communes Caux-Austreberthe. "Nous avons une petite interco à taille humaine." Qu'il n'a pas l'intention de marier avec sa grande voisine la Métropole Rouen Normandie. "Nous avons construit des choses ensemble, sur la mobilité par exemple. Mais notre collectivité a beaucoup de choses à faire. C'est enthousiasmant."

Caudebec-lès-Elbeuf : Laurent Bonnaterre lève le voile sur sa candidature aux élections municipales 2026

5-7 minutes

En poste depuis 2014 à la mairie de Caudebec, Laurent Bonnaterre s'est officiellement déclaré candidat à sa propre succession, à deux mois des prochaines élections municipales.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)



Laurent Bonnaterre, maire de Caudebec-lès-Elbeuf (Seine-Maritime) depuis 2014, sera de nouveau candidat à sa succession aux prochaines élections municipales de 2026. ©Emilien Jacques

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 19 janv. 2026 à 23h28

La question n'était pas tant de savoir si Laurent Bonnaterre allait se porter **candidat** aux prochaines élections municipales de 2026, mais plutôt de savoir quand il l'annoncerait. Le **maire sortant** a mis fin au faux suspense à la mi-janvier et brigue désormais un **troisième mandat** de maire à [Caudebec-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#).

Ne pas se lancer trop tôt

Les Caudebécals n'ont pas dû être grandement surpris de

découvrir l'intention de leur maire Laurent Bonnaterre de **prolonger** son mandat. C'est en tout cas eux, les habitants, qui ont été mis en premiers dans la confiance. « J'ai souhaité que ma décision soit d'abord dans les **boîtes aux lettres** des Caudebécais et Caudebécaises », explique le néo-candidat. Ainsi, 5 700 boîtes aux lettres ont été garnies d'un tract de candidature, entre le 10 et le 15 janvier dernier.

Se défendant d'une annonce tardive, l'élus affirme qu'il est « loin d'être le dernier ». Laurent Bonnaterre dit avoir voulu laisser passer la période des **fêtes** durant laquelle « les gens sont plutôt concentrés sur leurs familles ». Mais cet agenda lui a aussi permis, selon lui, de ne pas s'imposer trop tôt les exigences d'une **campagne électorale**. « L'annoncer maintenant nous laissait plus de temps pour parler des projets d'avant. Maintenant on va être pleinement occupé par la campagne. »

Les Caudebécais source de motivation

L'élus de 53 ans certifie avoir pris la décision d'une nouvelle candidature à l'automne dernier. Selon lui, elle est le fruit de plus d'un an de **porte à porte** visant à sonder les volontés de ses administrés. « Mon choix a été conforté par le contact avec mes **concitoyens** », expose Laurent Bonnaterre, assurant avoir perçu chez les Caudebécais « l'envie de continuer » avec lui.

(Je ne me présenterais pas si je pensais que mon bilan était négatif.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Le maire lit également dans les retours de ses habitants un jugement **positif** de ses derniers mandats. « Les Caudebécais nous renvoient l'image qu'on a réussi », observe-t-il, le confortant dans sa propre opinion. « Si je dois faire mon propre bilan, je suis **très content** », commente-t-il, mettant en avant l'augmentation du nombre de commerces, du nombre d'habitants, ou encore « la gestion rigoureuse des **finances**. »

Sécurité, santé, finances : les maîtres mots

Quand il s'agit de regarder devant et d'afficher ses **ambitions** pour un éventuel nouveau mandat de maire, Laurent Bonnaterre dégage trois axes de travail prioritaires. En premier lieu, et ce n'est pas vraiment une surprise : la **sécurité** et la tranquillité. « Ça reste un élément fort », juge-t-il. Même s'il trouve la commune « plus apaisée », il reste selon lui des efforts à fournir concernant l'augmentation des effectifs de **police municipale** notamment.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

En deuxième lieu, le candidat évoque la volonté de porter des projets médicaux généralistes et spécialisés, la question de la **santé** et du **handicap** étant l'une de ses priorités. « On veut aussi porter des projets d'inclusion et d'aide à la personne », ajoute-t-il. Enfin, Laurent Bonnaterre tient à poursuivre sa « bonne **gestion financière** de la commune », s'attachant à ne pas augmenter les impôts sur la commune, ce qui est le cas depuis 17 ans, rappelle-t-il.

« **Candidat à la mairie, et uniquement à la mairie** »

Voilà pour les très grandes lignes d'un **programme** qui sera annoncé dans un mois environ, dans la foulée du porte à porte engagé par ses colistiers. « J'ai réuni ma liste, informe Laurent Bonnaterre, maintenant on va se pencher sur le programme. » Une **liste** qui sera dévoilée dans les jours à venir et dont le maire annonce déjà qu'elle sera renouvelée de moitié. Et ce avant de louer « la qualité de l'équipe qui m'entoure ».

Au point qu'un de ses membres pourrait se voir endosser les responsabilités d'un maire laissant sa **place vacante** en cours de mandat ? La question se poserait si Laurent Bonnaterre, en cas d'élection de nombreux candidats **Horizons** aux municipales, à commencer par [Marine Caron à Rouen](#) par exemple, choisissait de convoiter la présidence de la **Métropole**, pour laquelle il a déjà montré son intérêt. « Je ne présume pas les élections à Rouen ni dans les autres communes de la Métropole, réponds Laurent Bonnaterre. Je suis candidat à la mairie, et **uniquement** à la mairie de Caudebec. »

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026. Laurent Bonnaterre briguera un troisième mandat à Caudebec-lès-Elbeuf

Frédérique THULLIER

3–4 minutes

Maire de Caudebec-lès-Elbeuf depuis 2014, Laurent Bonnaterre (Horizons) sera candidat à sa succession en mars 2026. Il dévoilera sa liste « Caudebec c'est vous » et son programme ultérieurement.



Laurent Bonnaterre est maire de Caudebec-lès-Elbeuf depuis 2014. - Paris Normandie



Publié: 19 Janvier 2026 à 16h57 Temps de lecture: 1 min

Ce n'est pas une surprise mais c'est maintenant officiel : Laurent Bonnaterre (Horizons), maire de Caudebec-lès-Elbeuf depuis 2014, sera candidat à sa succession pour la deuxième fois en mars prochain.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Le 15 mars car il n'y aura que deux listes et donc un seul tour », assure-t-il même si la clôture des candidatures est fixée au 25 février.

Annonces à venir

Sa liste, « Caudebec c'est vous » qu'il dévoilera ultérieurement, est « *archi complète. J'avais 50 noms possibles pour 33 sièges à pourvoir. Elle est renouvelée à 50 %* », précise [Laurent Bonnaterre](#).

Dès ce lundi 19 janvier, « *mes colistiers commenceront le porte-à-porte et nous définirons notre programme ensemble*, ajoute-t-il. *Il sera communiqué début mars.* »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Extorsions dans l'Eure et en Seine-Maritime : le braqueur et ses complices étaient de vrais « apprentis »](#)

[À Elbeuf, la place devant l'hôtel de ville termine sa métamorphose](#)

[Démographie dans l'agglomération de Rouen : le nord poursuit son essor, le sud regagne des habitants](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Caudebec-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Elbeuf](#)



[Municipales 2026. Laurent Bonnaterre briguera un troisième mandat à Caudebec-lès-Elbeuf](#)

Après une première candidature avortée il y a 2 mois, Fabrice Morice brigue à nouveau la mairie de Neufchâtel

4–5 minutes

Un 4e candidat est en lice à Neufchâtel-en-Bray pour les élections municipales. Fabrice Morice revient, après avoir renoncé lors de sa 1re candidature en novembre dernier.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

[Pays de Bray](#)



Fabrice Morice se présente pour la 2e fois, en moins de 3 mois, aux élections municipales à Neufchâtel-en-Bray ©Fabrice Morice

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 20 janv. 2026 à 6h13

En novembre 2025, **Fabrice Morice** se déclarait candidat aux [élections municipales](#) de 2026 à [Neufchâtel-en-Bray](#) (**Seine-Maritime**). Mais 15 jours plus tard, il annonçait qu'il jetait l'éponge en mettant fin à sa liste en indiquant qu'il ne pouvait continuer avec l'équipe qu'il avait constituée suite à des « actes de déloyauté qui ont rompu la confiance et les engagements sur lesquels nous avons construit notre collectif ».

Nouvelle candidature, nouvelle liste

Trois mois plus tard, **Fabrice Morice** est de retour et souhaite à nouveau briguer la mairie de Neuchâtel, mais cette fois avec d'autres co-listiers dont Nathalie Duvivier, ancienne 1^{re} adjointe au maire [Xavier Lefrançois](#), et Sarah Thérin. Le nom de la liste n'a pas changé et s'appelle toujours « Neuchâtel pour tous ». Un même slogan donc, mais une équipe totalement différente !

« Il y a ceux qui regardent leur ville s'endormir et il y a ceux qui décident d'agir ». Et le candidat d'être transparent sur le « faux départ » de novembre : « Une première dynamique avait été lancée. Quinze jours plus tard, face à des comportements qui ne correspondaient ni à nos valeurs ni à l'intérêt général, la décision responsable a été prise d'y mettre un terme ».

Fabrice Morice se présente ainsi une deuxième fois pour un même scrutin avec une tout autre équipe. « Nous repartons sur des bases claires et solides ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Dans un communiqué, la tête de liste explique pourquoi elle souhaite s'engager :

Neuchâtel mérite mieux que l'immobilisme, trop d'habitants ne se sentent pas écoutés, Neuchâtel est une ville qui n'avance plus.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Et d'ajouter : « Nous ne sommes pas des politiciens de carrière, nous sommes des Neuchâtelois qui ont choisi d'assumer leurs responsabilités ».

4 Grands piliers

Le programme de « Neuchâtel pour tous » s'articulera autour de 4 grands piliers : la démocratie réelle afin de redonner aux habitants le pouvoir de décider, la solidarité active, le dynamisme retrouvé afin de redonner à Neuchâtel sa fierté et son attractivité et un engagement de chaque jour.

« Pas de grands discours mais des actes concrets et mesurables. Pas d'opacité mais une transparence totale sur nos décisions, pas d'ambition personnelle mais le seul service de l'intérêt général. Votre argent sera respecté, chaque euro justifié et zéro gaspillage. Et si nous ne tenons pas parole, nous partirons » affirme Fabrice Morice. Et de conclure : « La rupture, c'est maintenant ».

Le scrutin aura lieu les 15 et 22 mars prochains. À ce jour, 4 candidats se sont fait connaître : [Philippe Trélat](#), [Anthony Paquet](#), [Joël Lacaille](#) et Fabrice Morice.

Municipales au Havre. Sécurité, propreté, emploi, stationnement... Franck Keller est à la tête de liste UDR-RN

8–10 minutes

Au Havre, Franck Keller sera en tête de la liste soutenue par l'Union des Droites pour la République et le Rassemblement national aux élections municipales 2026. Présentation.

Sur le même thème

[Eric Ciotti](#)

[Jordan Bardella](#)

[Municipales 2026](#)



Au Havre, Franck Keller (à droite) sera en tête de la liste soutenue par l'UDR et le RN aux élections municipales 2026. (©VL/76actu)

Par [Vanessa Leroy](#) Publié le 19 janv. 2026 à 9h47

Sur le marché des Halles, au [Havre](#), **Franck Keller**, pantalon ocre et veste marine, avance en toute décontraction, tracts en main, en ce dimanche 18 janvier 2026. Sur ceux-ci, figurent son visage mais aussi ceux de Jordan Bardella, président du **Rassemblement national**, et Éric Ciotti, fondateur de l'**Union des Droites pour la République**, qui l'a encouragé à se présenter.

Conseiller municipal délégué à l'Urbanisme à la mairie de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) jusqu'en mars même s'il n'y a plus de réunion de l'assemblée depuis décembre 2025, ce dirigeant d'entreprise, marié et père de quatre enfants, sera en effet la **tête de la liste soutenue par l'UDR** – parti pour lequel il est représentant pour la Normandie – **et le RN** lors des prochaines **élections municipales** dans la cité Océane les [15 et 22 mars 2026](#).

« Mon mandat d'élu à Neuilly m'a apporté l'expérience de la gestion d'une commune surtout sur les aspects de la propreté, de la sécurité et de l'amélioration du cadre de vie. C'est ce dont les habitants du Havre ont besoin aujourd'hui », explique-t-il.

Des points communs avec Édouard Philippe ?

Franck Keller possède au moins **trois points communs avec Édouard Philippe**, maire depuis 2010 et candidat à sa réélection. Tout d'abord, ils ont peu ou prou le même âge – 54 ans pour le premier et 55 ans pour le second – , ensuite on les repère aisément dans la foule du fait de leur grande taille.

Autre élément de concordance entre les deux hommes politiques : **tous deux ne sont pas nés au Havre** – à Bordeaux pour Franck Keller et à Rouen pour Édouard Philippe – mais y ont des attaches familiales. « Ma grand-mère et mon père ont grandi au Havre », répète-t-il à qui veut l'entendre. Malgré tout, le jeu des ressemblances s'arrête là.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Franck Keller dresse « le vrai bilan d'Édouard Philippe à la mairie »



Une partie de la liste UDR-RN conduite par Franck Keller et

nommée « Le Havre D'abord. Les Havrais toujours ! ».

(©VL/76actu)

Dans leur tout dernier tract distribué sur les marchés ces jours-ci, **Franck Keller et son équipe « de 60 personnes »** – de 18 à 73 ans venant de différents quartiers, de différentes origines et différents horizons professionnels (dont d'anciens adhérents Les Républicains) – écrivent une phrase choc dressant, disent-ils, « **le vrai bilan d'Édouard Philippe à la mairie** ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Et d'y citer plusieurs articles de presse faisant **référence à l'actuel maire du Havre** : « Enquête pour détournement de fonds publics », « Insécurité en hausse : trafic de drogue, rodéos, agressions... », « Logements HLM insalubres », « Taux de chômage très élevé », etc. Selon les co-listiers UDR-RN, « les Havrais ne peuvent pas se permettre de perdre six ans de plus ».

L'accueil est très bon. On sent que les personnes rencontrées veulent du changement. Beaucoup ont voté Édouard Philippe aux dernières municipales et sont déçues.

Sur le terrain, **le dialogue s'instaure facilement** avec les clients du marché, loin des précédentes campagnes électorales du parti créé par Marine Le Pen. Certains électeurs ont d'ailleurs déjà un avis sur leur vote. « Je pense voter RN, confie Loran, 26 ans. Au Havre, nous avons besoin d'une politique plus ferme. »

La sécurité, un sujet qui revient régulièrement dans la bouche des personnes croisées. « Au Havre comme dans les autres villes de l'agglomération, il n'y a pas assez de police. C'est impératif », estime Muriel, qui étudiera également les propositions des différents candidats en matière de **propreté et de stationnement**.

Le programme communiqué mi-février

« L'une de nos priorités, c'est d'**améliorer le cadre de vie en général**. » Et de citer notamment le **logement social**, la **propreté**...

Quand on quitte les 100 mètres autour de l'hôtel de ville, c'est sale. Il y a des quartiers qui sont totalement à l'abandon où les débris restent des mois.

Autre point essentiel : **la sécurité**. Selon le candidat, « l'augmentation de l'insécurité est massive au Havre : cambriolages,

drogue... ». N'en déplaise aux [chiffres officiels communiqués par l'État](#) chaque année. « La réponse du maire, c'est de dire que les statistiques n'augmentent pas mais on dissuade les habitants de porter plainte, donc ces faits ne rentrent pas dans les stats », rétorque Franck Keller. Pour lui, il ne faut **pas dépenser plus, « mais mieux »**.

Troisième au rang des priorités : **l'emploi**. « La ville a un taux de chômage colossal, les commerces ferment, il y a une perte de populations depuis plusieurs années. Tout cela va ensemble. Nous ferons des propositions dans notre programme. » **Un programme** que la tête de liste annonce « extrêmement détaillé » qui sera **rendu public à la mi-février**. et élaboré en collaboration avec la population : « Nous avons beaucoup discuté avec les Havrais depuis un an. »

On peut d'ores-et-déjà annoncer **quelques mesures phare** qui feront partie des propositions de la liste UDR-RN comme la **fin de la sulfateuse à PV** ou [voiture Lapi](#) – un système « scandaleux » – ou encore le **stationnement gratuit chaque samedi dans toute la ville**.

La promesse d'emménager « à temps complet » avec sa famille

Autre point primordial aux yeux du candidat : « Un maire et l'équipe municipale doivent être dans leur ville pour **faire de la proximité avec la population** », martèle Franck Keller.

Aujourd'hui, j'ai un pied à terre au Havre pour le week-end et les vacances. Demain, si je suis élu maire, j'habiterai à temps complet avec mes enfants et ma femme au Havre.

« Édouard Philippe vit à Paris et n'a jamais scolarisé ses enfants au Havre, avance le candidat de droite. Nous avons un maire qui a d'autres ambitions, c'est son choix et c'est louable. »

Son slogan mentionné sur l'affiche aux couleurs bleu-blanc-rouge est on ne peut plus clair : « Le Havre d'abord. Les Havrais toujours ! » Reste à savoir s'il séduira les électeurs.

Pour rappel, voici les autres candidatures déclarées pour les Municipales 2026 au Havre :

Municipales au Havre : Jean-Paul Lecoq sera bel et bien le candidat de la Gauche réunifiée

Le député de gauche, élu de l'opposition havraise, déclare officiellement sa candidature à la Mairie du Havre : Jean-Paul Lecoq est désigné tête de liste du Front populaire havrais

[Après la présidentielle, Édouard Philippe se présente \(aussi\) aux élections municipales du Havre](#)

Le maire du Havre Édouard Philippe a annoncé qu'il serait bel et bien candidat aux prochaines élections municipales en 2026.

[Municipales au Havre : Sophie Zarifian sera la tête de la liste Le Havre en Débat](#)

La liste citoyenne Le Havre en Débat sera emmenée, sans surprise, par celle qui a créé ce mouvement citoyen au Havre il y a un an, via des vidéos sur les réseaux : Sophie Zarifian.

[Élections municipales 2026 au Havre : qui est Charlotte Boulogne, la candidate LFI ?](#)

La section locale de la France Insoumise a investi Charlotte Boulogne, 28 ans, Havraise engagée, pour mener la liste insoumise aux élections municipales de mars 2026. Rencontre.

[« Au lieu de subir les élections », des citoyens se préparent pour les municipales au Havre](#)

Le Havre est à vous prépare une liste pour les élections municipales 2026. Sans étiquette politique, ils souhaitent créer leur programme avec les habitants.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026: Près de Rouen, la conseillère d'opposition mène la liste « Saint Léger autrement »

Paris Normandie

4-5 minutes

À Saint-Léger-du-Bourg-Denis, la conseillère municipale d'opposition Maud Vaubailon (sans étiquette) mènera la liste « Saint Léger Autrement » aux municipales de mars 2026.



Maryline Mérienne et Maud Vaubailon sont candidates avec la liste «Saint Léger Autrement». - photo St-Léger Autrement/Karine Saad



Publié: 19 Janvier 2026 à 15h39 Temps de lecture: 1 min

Conseillère municipale d'opposition depuis 2020, Maud Vaubailon, a décidé de présenter une liste pour les [élections municipales](#) des 15 et 22 mars prochains. Dans sa démarche, elle est accompagnée par Maryline Mérienne qui est fortement investie dans le monde associatif et qui est la secrétaire du club local de football.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Agée de 42 ans, Maud Vaubailon est responsable ressources humaines au Département. « [Notre liste](#) se veut citoyenne et sans étiquette. Elle respecte la parité hommes/femmes. Nous avons voulu que toutes les générations soient représentées, le plus jeune est âgé de 25 ans et le plus âgé a 80 ans. Nous avons décidé de nous présenter car nous ne sommes pas d'accord avec la politique actuelle et avec les orientations prises par la maire et son équipe, principalement dans le domaine social. Nous souhaitons également renforcer la sécurité », indique la tête de liste.

Maison des jeunes

Sur ce dernier point lié à la sécurité, Maud Vaubailon précise : « Nous ne partageons pas du tout le point de vue du représentant du Rassemblement national qui réclame une police municipale. Sur ce sujet, nous sommes en accord avec la position de la maire actuelle, la commune n'a pas les moyens d'avoir sa propre police municipale, c'est pourquoi nous souhaitons maintenir le lien que nous avons actuellement avec la police nationale ».

Le programme de la liste « Saint Léger autrement » se décline en trois axes principaux : plus de démocratie, plus de solidarité et plus d'écologie. « Nous souhaitons développer la démocratie participative, soutenir les associations, placer l'humain au cœur de nos préoccupations, assurer la sécurité des citoyens, préserver notre environnement, créer une maison des jeunes et développer la solidarité » complète Maud Vaubailon.

Lire aussi

[Pont Corneille à Rouen : pas de réouverture totale à la circulation avant février 2026](#)

[À 75 ans, il va participer à ses 14es Jeux mondiaux des sapeurs-pompiers](#)

[Galette remboursée par la Sécu : le bad buzz-good buzz venu de Darnétal](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Saint-Léger-du-Bourg-Denis \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Municipales 2026 à Rouen : Céline Vitard (liste ouvrière) se lance pour s'opposer au gouvernement

Mélanie Bourdon

4-5 minutes

Céline Vitard se présente aux élections municipales 2026 à Rouen. La candidate, soutenue par le Parti des travailleurs, entend combattre la politique gouvernementale.



Céline Vitard constitue actuellement son équipe et cherche encore des volontaires. - Paris Normandie



Publié: 19 Janvier 2026 à 10h15 Temps de lecture: 1 min

« Notre liste défend les intérêts de la population rouennaise et se positionne pour la rupture avec la politique d'Emmanuel Macron », lance, en préambule, Céline Vitard, de la liste ouvrière. La candidate aux prochaines élections municipales, à Rouen, est soutenue par le Parti des travailleurs.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Celle qui s'était déjà présentée comme tête de liste dans la première circonscription, lors des [Législatives 2022](#), observe :
« une dégradation du service public, des aides aux associations, une augmentation de la facture d'eau... »

Avec sa liste, qui n'est pas encore totalement constituée, elle avance : *« un maire doit partir des besoins de sa population. Puis se donner les moyens de les satisfaire. Nicolas Mayer-Rossignol applique les coupes budgétaires nationales au niveau local »*.

Dans le viseur de Céline Vitard, la situation précaire de l'association Émergences : *« la mairie pourrait sauver l'association, ou proposer un relogement au lieu de ça, ils proposent une privatisation d'une partie de l'association ! Nous sommes là pour poser des questions concrètes »*.

La situation du CHU est également pointée par l'équipe de la candidate : *« le maire n'est pas responsable de la baisse des budgets mais il est quand même, en tant que maire, président du conseil de surveillance de l'hôpital. Un maire peut organiser la bagarre. Il peut organiser la résistance contre la politique de Macron et refuser d'appliquer les coupes budgétaires »*, avance Basile Gonzales, psychiatre.

Céline Vitard et son équipe organisent une réunion publique, mardi 20 janvier à 18h30 à la Maison des associations de Sotteville-lès-Rouen.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Pont Corneille à Rouen : pas de réouverture totale à la circulation avant février 2026](#)

[À 75 ans, il va participer à ses 14es Jeux mondiaux des sapeurs-pompiers](#)

[Galette remboursée par la Sécu : le bad buzz-good buzz venu de Darnétal](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



« Elle reste un monde d'homme » : à Rouen, pourquoi Laura Slimani quitte la vie politique locale

Cécile Frangne

6-7 minutes

L'adjointe au maire de Rouen de 36 ans, chargée notamment de l'égalité femmes-hommes, ne rempilera pas pour un troisième mandat municipal. Rencontre.



Publié: 18 Janvier 2026 à 19h57 Temps de lecture: 1 min
Quinze ans que la politique faisait partie de sa vie. Alors, forcément, au moment d'évoquer « l'après », Laura Slimani, 36 ans, semble presque prise d'un vertige. « *C'est un défi de me dire : qui suis-je sans la politique ? Je ne veux pas que ce soit la seule chose qui me définisse* », confie la jeune femme depuis la banquette art déco du café rouennais Le Métropole, son QG après avoir été celui de Sartre et de Beauvoir.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Faire une pause »

Après deux mandats successifs de conseillère municipale déléguée d'Yvon Robert puis d'adjointe de Nicolas Mayer-Rossignol, l'élue rouennaise, qui incarna un temps la relève socialiste avant de [quitter le parti](#) en 2017, ne rempilera pas pour un troisième mandat municipal. « *J'ai besoin de faire une pause* », explique celle qui fut projetée tôt dans le grand bain politique en étant [élue présidente](#) à 24 ans du mouvement des jeunes socialistes (MJS).

« Beaucoup de collègues devaient penser : Laura va encore faire sa féministe de service ».

Laura Slimani

Très présente sur les réseaux sociaux dont elle maîtrise les codes,

habituée des *punchlines* lors des joutes verbales en conseil municipal, l'adjointe chargée notamment des sujets d'égalité femmes-hommes et de discriminations est « *convaincue d'avoir contribué à donner une résonance particulière* » à ces sujets pour lesquels « *il faut continuellement se battre pour les faire exister* ».

« Féministe de service »

Un « *rôle de vigie* » devenu toutefois « *épuisant* » durant ce mandat, dans un « *contexte municipal où l'opposition d'extrême-droite a fait de ces sujets son cheval de bataille* » et de la jeune femme la « *cible de violences verbales* ». En mai 2022, l'invective du conseiller d'opposition Franque-Emmanuel Coupard La Droite, qui avait demandé au maire de Rouen de « *la remettre à sa place* » avait fait le tour des [réseaux sociaux](#). « *Cette remarque est très intéressante dans ce qu'elle dit du monde politique : qu'il reste un monde d'homme, assez violent pour les femmes, qui doivent lutter pour s'y imposer* », assure l'ancienne fidèle de Benoît Hamon et de son mouvement Génération.s.

Dans certains cas, elle estime de ne pas avoir été suffisamment défendue par son camp. « *Beaucoup de collègues devaient penser : Laura va encore faire sa féministe de service* », juge-t-elle.

Le [procès pour diffamation](#) intenté par le même Franque-Emmanuel Coupard La Droite pour avoir qualifié de « *racistes* » des propos de 2023 où l'élu de droite faisait le parallèle douteux entre « *faune* » (animale) et « *faune* » (ensemble d'individus, terme péjoratif) en évoquant une « *trame bien noire* », à l'occasion d'un débat sur l'extinction de l'éclairage public dans des quartiers comme Saint-Sever, a également laissé des traces chez la jeune femme, finalement relaxée. « *Ça reste un choc d'être mise en examen*, explique-t-elle. *Pendant un an et demi, j'ai dû faire très attention à ce que je disais lors de mes prises de paroles* ».

Un projet d'écriture

Si elle prend ses distances avec la vie politique « *avant de devenir trop cynique* », Laura Slimani – qui travaille comme directrice de projet pour la Fondation des femmes – promet de rester « *féministe et écologiste* ». Celle qui a d'ailleurs rejoint le parti des Écologistes en 2022 compte s'investir dans la campagne de Marine Tondelier lors des prochaines élections présidentielles. En attendant, elle mûrit « *un projet d'écriture* », réfléchit à « *transmettre son expérience* » aux plus jeunes. Et ne s'interdit surtout pas d'y revenir en temps voulu : « *Parce que ça peut être beau la politique*, sourit-elle. *Ça reste une aventure collective très gratifiante. C'est la démocratie, quoi !* »

« Un harcèlement administratif » : pourquoi le maire de Neufchâtel-en-Bray ne brigue pas un 4e mandat

Anne Bouchet

6-8 minutes

Après 18 ans de mandat à la tête de Neufchâtel-en-Bray, Xavier Lefrançois, pourtant passionné par la vie communale, a décidé de renoncer à se présenter aux élections municipales de mars 2026. Un revirement à cause notamment d'un « harcèlement administratif de l'État ». Témoignage.



Publié: 20 Janvier 2026 à 07h37 Temps de lecture: 1 min

Xavier Lefrançois a présenté ses vœux lundi 19 janvier 2026, une cérémonie à la saveur particulière pour le maire de Neufchâtel-en-Bray car c'était sa dernière... Élu à la tête de la commune en 2008, il avait annoncé [dès mars 2025 qu'il comptait se représenter](#), sans grande surprise puisqu'il avait été élu avec 72 % des voix au premier tour en 2020...



Les dernières semaines de Xavier Lefrançois à la mairie de Neufchâtel-en-Bray sont chargées car la commune n'a plus de directeur général des services. - Photo Paris Normandie

Mais début septembre 2025, revirement total : [Xavier Lefrançois renonce à briguer un potentiel quatrième mandat](#). Qu'a-t-il bien pu se passer pour que cet élu acharné, également conseiller régional, prenne cette décision ? « *Ce dernier mandat a été éprouvant, incomparable par rapport aux deux premiers*, confie-t-il à Paris Normandie, peu avant sa dernière cérémonie de vœux. *Entre la crise sanitaire, les gilets jaunes, la guerre en Ukraine, la crise économique... et au niveau local, les permis de construire bloqués et le problème de [pollution sur le parking d'Ecomiam et Zoomalia](#)...* Au sein du conseil, on a aussi à subir quelques démissions. »

La situation totalement bloquée des permis de construire

En mars pourtant, il se déclarait « *avec passion et détermination* ». « *Je me suis un peu précipité... Les habitants me poussaient à me présenter pour un 4e mandat, car ils ont besoin de stabilité* », explique-t-il. Xavier Lefrançois parle d'un « *harcèlement administratif de l'État sur les permis de construire* » comme déclic pour jeter l'éponge. « *Des gens entraient dans mon bureau en pleurs car ils ne pouvaient pas faire construire leur maison. J'ai eu un mal de chien à supporter tout ça...* »

[Depuis août 2021, les permis de construire sont bloqués](#) à cause d'un problème de conformité de la station d'épuration. La commune s'est engagée à réaliser d'importants travaux pour séparer les réseaux d'eau (pluviales et usées). « *Le préfet de l'époque m'avait assuré qu'on aurait des permis au compte-goutte à partir du moment où [on commençait les travaux](#). Mais le préfet a changé, l'Europe a identifié Neufchâtel comme problématique et le ton s'est durci. J'ai déposé tout de même, au printemps 2025, deux permis de construire, pour une résidence seniors sur une friche industrielle et pour une maison dans un lotissement qui a eu le permis d'aménager. J'ai été balayé au tribunal administratif.* »

« Mon entourage s'inquiétait et ne me reconnaissait pas. Il fallait que je me protège. »

Xavier Lefrançois, Maire de Neufchâtel-en-Bray

Autre sujet de conflit avec la préfecture : la pollution sur le parking rue de la Grande Flandre. « *Ça a traîné longtemps, on a pourtant alerté. C'est après une plainte de la fédération de pêche que les services de l'État ont débarqué et m'ont accusé de n'avoir rien fait !* » Les travaux de dépollution ont finalement commencé début décembre 2025, sous la houlette de la préfecture. [Ils devaient se terminer autour du 20 décembre](#). Près d'un mois après, les engins de chantier sont toujours là. Une affaire qui n'est donc, semble-t-il,

pas terminée.

Les attaques personnelles dans le dossier Leclerc

L'été 2025 a aussi été marqué à Neufchâtel-en-Bray par le projet d'agrandissement de Leclerc et [la fronde des commerçants du centre-ville](#), qui ont accusé le maire de ne pas les soutenir. « [Leurs attaques m'ont beaucoup touché, j'ai été sali](#), rappelle Xavier Lefrançois. *Quand on est maire, il faut accepter les critiques mais elles doivent être constructives et pas personnelles.* » Tous ces événements et la pression ont eu un réel impact sur lui. « *Mon entourage s'inquiétait et ne me reconnaissait pas. Il fallait que je me protège.* »

Après l'annonce de son renoncement, l'élus a reçu beaucoup d'appels de ses collègues d'autres communes, surpris et préoccupés. « *Des Neufchâtelois m'ont aussi dit qu'ils étaient déçus et se sentaient abandonnés... Je me suis dit que j'avais peut-être fait une bêtise.* » Mais la perspective de pouvoir profiter de sa famille, reprendre certaines de ses passions (peinture, musique, chant), « *vivre tout simplement* », l'a emportée. On verra de toute façon toujours Xavier Lefrançois sur le territoire brayon puisqu'il reste conseiller régional jusqu'en 2028.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Près de Neufchâtel-en-Bray, deux enfants de 2 et 4 ans torturés, la voisine et son compagnon en prison](#)

[Normandie. À soixante jours de la bataille du premier tour, quelles forces en présence ville par ville ?](#)

[Auffay : Christian Suronne vise un 9e mandat et mise sur son expérience](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Neufchâtel-en-Bray \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Neufchâtel-en-Bray](#)



Municipales 2026. A Blangy-sur-Bresle, la liste Rassemblement national conduite par Mathilde Marjanovic

Xavier Togni

5-6 minutes

Ancienne commerçante et actuelle attachée parlementaire du député Patrice Martin, Mathilde Marjanovic mènera une liste « Redonnons vie à Blangy » pour les élections municipales de mars 2026. Une liste « d'union des droites, portée par le RN ».



Publié: 19 Janvier 2026 à 10h39 Temps de lecture: 1 min
Déjà présent lors du dernier scrutin en 2020, le Rassemblement national va de nouveau tenter de prendre la mairie de Blangy-sur-Bresle, à la faveur de l'élection municipale de mars 2026.

Patrice Martin étant devenu député, c'est l'une de ses attachées parlementaires, Mathilde Marjanovic, qui cette fois mènera « *une liste d'union des droites portée par le RN* », selon les termes de la candidate. Elle affrontera le maire sortant [Eric Arnoux](#) (sans étiquette) et la conseillère départementale [Valérie Garraud](#) (PS)





Mathilde Marjanovic, 48 ans, attachée parlementaire, mènera la liste Redonnons vie à Blangy.

Ancienne commerçante

Mathilde Marjanovic, 48 ans, n'est pas une inconnue dans la commune. Actuellement en poste à la permanence blangeoise du député, elle fut auparavant salariée, restauratrice et commerçante, tenant un magasin de produits bio dans le centre-bourg. Si elle se confronte pour la première fois aux électeurs (comme l'ensemble de colistiers, selon elle), elle assure : « *Mon parcours m'a permis d'acquérir une expérience concrète des réalités économiques, sociales et locales.* » Elle poursuit : « *En étant sur le terrain avec le député, et avant comme commerçante, j'ai pu entendre les revendications des Blangeois et voir l'évolution de Blangy, qui ne me plaît pas.* » Et de lancer : « *Je souhaite m'engager pour ma commune.* »

Changer « le système »

Sa liste, qui doit compter 23 personnes et être paritaire, n'est pas encore complète : « *Il nous manque quelques hommes* », reconnaît-elle. Mais elle est certaine de pouvoir la boucler très prochainement, et commence à présenter ses colistiers sur la page Facebook de son équipe. Celle-ci a aussi un nom : « [Redonnons vie à Blangy](#) » : « *C'est notre leitmotiv* », insiste Mathilde Marjanovic. Qui donne les grandes lignes de son programme, dévoilé plus tard : « *Soutenir nos commerces et industries ; renforcer le lien social et la solidarité ; garantir la sécurité et la qualité de vie ; construire un avenir durable.* » Elle dit aussi vouloir associer les habitants aux projets de la municipalité. Et « *renouer avec la communauté de communes* ».

Surtout, elle se définit comme la candidate qui veut changer « *le système en place* », défendu selon elle par ses deux adversaires. Et elle espère profiter du succès obtenu par le RN à l'issue des scrutins nationaux.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Municipales 2026. Une partie de la majorité sortante s'émancipe à Criel-sur-Mer](#)

[À Bacqueville-en-Caux, bientôt l'ouverture d'une boucherie au cœur de la commune ?](#)

Municipales 2026. À Saint-Aubin-le-Cauf, Christophe Dequesne veut rempiler pour un deuxième mandat

Paris Normandie

5-6 minutes

Pourtant pas destiné à devenir maire en 2020, Christophe Dequesne a décidé de continuer le travail et présente une liste renouvelée pour les élections municipales de mars 2026 à Saint-Aubin-le-Cauf.



Publié: 19 Janvier 2026 à 16h28 Temps de lecture: 1 min

C'est avec une liste renouvelée à 80 % et la parité que Christophe Dequesne veut repartir pour un second mandat de maire. « *En 2020, j'étais simple conseiller sur la liste et ne souhaitais pas être maire. J'ai accepté suite à des élections compliquées* », souligne-t-il.

Aujourd'hui l'édile fait part d'un choix assumé en étant tête de liste. « *Il y a une passion qui s'est créée, malgré les embûches* (la commune a vécu plusieurs démissions et des conseils houleux, NDLR). *C'est à la fois enrichissant et prenant.* » À 70 ans, ce Saint-Aubinois depuis 25 ans et fils de Saint-Aubinois, retraité paysagiste, a envie de poursuivre l'aventure dans un village où « *les projets ne manquent pas* » mais soucieux d'économies budgétaires, comme sur l'éclairage public dans les deux ans à venir : « *il nous reste à mettre des leds dans un quart de la commune, avec à la clé au total 40 % d'économies.* »

Retrouver un commerce dans le village

Le maire sortant compte aussi, en partenariat avec la communauté

de communes, redynamiser le commerce dans un village qui n'a plus de boulangerie ni de café : « *Plus de 50 % des habitants ont entre 60 et 70 ans. On a besoin de commerces avec des produits de première nécessité.* » Le projet de l'installation d'une supérette Api en libre-service est en revanche abandonné, « *les personnes âgées ont du mal avec l'accès par QR code. Je suis sur une autre piste* ».

Depuis quelques mois, [l'APEI Seine et Mer](#) s'est lancée dans la culture de légumes bio au parc Guy Weber. Christophe Dequesne aimerait développer un partenariat avec la création d'un marché le mercredi autour de produits issus de circuits courts, en plus d'un commerce multiservice.

La réhabilitation de la salle polyvalente doit attendre

L'édile tient aussi à poursuivre l'embellissement d'une commune qui a reçu le prix spécial du jury sur le plan départemental et sa première fleur sur le plan régional, mais aussi continuer à dynamiser le village en soutenant toutes les associations, dont les animations enregistrent « *des records de fréquentation* ».

Un regret cependant : l'abandon de la réhabilitation de la salle polyvalente : « *On était subventionnés à 80 % (sur un projet d'un million d'euros, NDLR) mais avec les difficultés au gouvernement, les subventions sont remises en cause. C'est abandonné pour l'instant. Il n'est pas question d'endetter la commune.* »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Municipales 2026. Une partie de la majorité sortante s'émancipe à Criel-sur-Mer](#)

[Ce maire de Seine-Maritime tourne la page après 43 années au service de sa commune](#)

[Football – N2 : le FC Dieppe n'a pas été récompensé de ses efforts face à Haguenau](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Saint-Aubin-le-Cauf \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

Ce maire de Seine-Maritime tourne la page après 43 années au service de sa commune

Philippe Fortune

4–6 minutes

Daniel Roche annonce qu'il ne sollicitera pas un nouveau mandat en mars prochain lors des élections municipales à Saint-Pierre-en-Val, mettant un terme à quarante-trois années d'engagement au service de la commune.



Par Philippe Fortune

Publié: 19 Janvier 2026 à 14h12 Temps de lecture: 2 min

À Saint-Pierre-en-Val la cérémonie des vœux, organisée samedi matin à la salle polyvalente, a pris cette année une dimension particulière. Car elle marquait une étape importante pour la commune. « *Cette année, la cérémonie des vœux sera la dernière que je présiderai*, a annoncé Daniel Roche, non sans émotion. *Après quarante-trois années à la tête de la commune, je ne solliciterai pas de nouveau mandat.* »

Maire depuis 1983, âgé de 79 ans, il a donc décidé de raccrocher l'écharpe. « *Ceux qui souhaitent mon départ vont être comblés* », a-t-il ironisé. Avant d'ajouter : « *Dans un peu plus de deux mois, je céderai le flambeau avec le sentiment du devoir accompli.* » Au terme de ces 43 ans, « *un peu moins de la moitié de mon existence* », il garde la conviction d'avoir toujours agi dans l'intérêt général.

Espaces verts et voirie

Devant les nombreux habitants réunis pour l'occasion, l'édile a tenu

à remercier chaleureusement l'assemblée pour les nombreux messages de soutien et de reconnaissance qui lui ont été adressés. Revenant sur son long parcours, Daniel Roche a rappelé les nombreux défis relevés et les projets menés collectivement au fil des décennies. Il a salué l'engagement constant des équipes municipales, des élus et des collaborateurs qui ont œuvré à ses côtés pour transformer et moderniser la commune, la rendre plus attractive, plus dynamique et plus solidaire.

L'année 2025 a été particulièrement mise en lumière, marquée par plusieurs investissements structurants : la rénovation de l'école primaire, l'extension du centre sportif, la création de nouveaux espaces verts, la rénovation de la voirie et la modernisation des infrastructures numériques. Autant de réalisations destinées à améliorer le cadre de vie et à préparer la suite.

Associations locales

Daniel Roche a aussi souligné le rôle essentiel des associations locales et du comité des fêtes, véritables piliers de la vie communale. Un message particulier a été adressé aux jeunes diplômés de l'année, félicités pour leur réussite et encouragés à poursuivre leurs projets avec ambition.

En conclusion, le maire a exprimé sa confiance en l'avenir. Pour l'instant, aucun candidat ne s'est déclaré pour prendre la suite.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Municipales 2026. Une partie de la majorité sortante s'émancipe à Criel-sur-Mer](#)

[À Bacqueville-en-Caux, bientôt l'ouverture d'une boucherie au cœur de la commune ?](#)

[Football – N2 : le FC Dieppe n'a pas été récompensé de ses efforts face à Haguenau](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Saint-Pierre-en-Val \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)

Municipales 2026. Une partie de la majorité sortante s'émancipe à Criel-sur-Mer

Xavier Togni

5-6 minutes

Une nouvelle liste se forme à Criel-sur-Mer, portée par des élus sortants et des figures de l'opposition. Cette alliance inédite peut-elle offrir un nouveau souffle à la vie municipale locale ?



La majorité sortante part divisée. L'adjoint Eric Pruvost présente une liste contre celle du maire Alain Trouessin.



Publié: 19 Janvier 2026 à 18h21 Temps de lecture: 2 min
Candidat à sa succession, le maire de [Criel-sur-Mer](#), Alain Trouessin, devra affronter une autre liste issue de sa propre majorité. Elle est menée par Eric Pruvost, 62 ans, qui se présente notamment avec trois autres adjoints sortants, Patrick Lamy, Claudine Pariche et Martine Touzain, ainsi que la conseillère Isabelle Hochart. Mais elle compte également dans ses rangs les chefs de file des deux groupes d'opposition, Francis Siodmak et Maurice Petit, et la colistière de celui-ci, Brigitte Leborgne, première adjointe de 2014 à 2020 avant, elle aussi, de faire sécession.



La majorité sortante part divisée. L'adjoint Eric Pruvost présente une liste contre celle du maire Alain Trouessin.

Eric Pruvost se lance, fort de l'expérience de son premier mandat et de son parcours professionnel, en tant que cadre dirigeant d'une entreprise et commerçant. Il a constitué avec ces autres élus une liste de 23 personnes (plus deux suppléants), sans étiquette, baptisée « Avec vous pour Criel » et dont le slogan est : « *Rassembler pour mieux avancer.* » Leur objectif : « *Proposer un nouveau souffle pour notre commune, après douze ans d'une même politique municipale.* »

«Nous voulons plus de transparence»

Ce qu'ils dénoncent avant tout, c'est « *la méthode* » du maire. « *Nous avons vraiment bien travaillé entre adjoints, nous avons bien communiqué entre nous, mais lui est très directif, très personnel, ce n'est pas notre état d'esprit,* explique Eric Pruvost. *Nous voulons partager et travailler en groupes, et surtout associer les habitants aux projets qui les concernent directement. Il faut être à l'écoute des Criellois. Nous voulons aussi plus de transparence.* »

Ils ne dévoilent pas encore leur projet, mais assurent qu'il repose sur « *une approche réaliste et collaborative* ». Eric Pruvost souhaite aussi renforcer la présence de la commune dans les instances intercommunales et autres organismes. « *Il nous faut travailler avec eux.* » En tout cas, lors de cette campagne, ils envisagent d'organiser deux réunions publiques. « *Nous avons aussi une page Facebook et nous irons au contact de la population.* »

La liste par ordre alphabétique : Valérie Bertin, Jacques Beun, Béatrice Coutanceau, Hélène Cramilly, Stéphane Debouché, Elodie Decoster, Laurent Dehaynin, Nadège Desjeux, Maxime Diet, Arnaud Dry, Laurent Hamard, Pascal

Haraux, François Heynssens, Isabelle Hochart, Patrick Lamy, Brigitte Leborgne, Thi Thu Hang Nguyen, Doriane Osinski, Claudine Pariche, Maurice Petit, Francis Siodmak, Martine Touzain, Pierre Vacandare, Florie Wayer.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités Politique [en cliquant ici](#) Lire aussi

[À Bacqueville-en-Caux, bientôt l'ouverture d'une boucherie au cœur de la commune ?](#)

[Ce maire de Seine-Maritime tourne la page après 43 années au service de sa commune](#)

[Football – N2 : le FC Dieppe n'a pas été récompensé de ses efforts face à Haguenau](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Criel-sur-Mer \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[On en sait plus sur la date de remise en service du pont Colbert, à Dieppe !](#)



Fréquentation, ponctualité, chantiers : quel bilan pour les trains en Normandie en 2025 - ICI

Charlotte Coutard

5-6 minutes

Train Nomad en Normandie en gare de Cherbourg © Radio France
- Aurelie Lagain

Publié le lundi 19 janvier 2026 à 18:28

La région Normandie et SNCF Voyageurs ont dressé ce lundi 19 janvier 2026 le bilan de l'activité ferroviaire en Normandie en 2025. La fréquentation des trains normands a augmenté de 4% entre 2024 et 2025, la ponctualité des trains dépasse 90%.

En moyenne en 2025, **114 000 voyageurs ont pris le train chaque jour** en Normandie. La fréquentation des trains normands **a augmenté de 4%** entre 2024 et 2025, une hausse de 23% de fréquentation depuis 2019. Ce sont les chiffres communiqués ce lundi 19 janvier 2026 par la région Normandie et SNCF Voyageurs. La fréquentation a notamment augmenté de 9% sur la ligne Paris / Rouen et de 6% sur la ligne Paris / Granville qui permet d'aller au Mont Saint-Michel.

Une centaine de trains supplémentaires par semaine

Pourtant, les prix des abonnements et des billets à l'unité ont augmenté en avril dernier : +1,9% pour les prix des abonnements, +2,3% pour le billet tempo, et un euro de plus pour les billets mini-tempo. Il n'est pas prévu de baisser les tarifs des trains en Normandie, à la place, la région fait circuler **une centaine de trains supplémentaires** par semaine sur son réseau.

"L'augmentation de la fréquentation nous pousse à améliorer l'offre. C'est ce qu'on fait d'ailleurs depuis deux ans, avec 70 trains supplémentaires il y a un an, 23 trains par semaine supplémentaires depuis décembre. Et cela nous coûte plus cher, explique Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la Région Normandie en charge des Transports. On fait très attention quand

on procède à des augmentations tarifaires, qu'elles soient mesurées, qu'elles soient de l'ordre de l'inflation, souvent ça a été en dessous de l'inflation. Et je rappelle que le voyageur ne paie en moyenne que 50% du prix réel du service. Le reste, c'est la région qui compense".

Une ponctualité supérieure à 90%

Selon SNCF Voyageurs, **91,1% des trains normands sont arrivés à l'heure** en 2025 (contre 91,5% de ponctualité en 2024), c'est-à-dire avec un retard inférieur à cinq minutes. 90% des trains entre Paris et la Normandie sont arrivés à l'heure, contre 79% en 2019. D'après les résultats de l'enquête annuelle de l'institut BVA réalisée en 2025, **93,3% des voyageurs se disent satisfaits** de leur voyage, contre 92,4% en 2024 et 82% en 2019. *"Il y a beaucoup de choses qui l'expliquent, en particulier le nouveau matériel que la région a financé pour les trains entre Normandie et Paris, ces trains à deux étages qui n'ont rien à envier à des TGV en terme de confort. Il y a aussi d'autres rames qui sont venues rajeunir le matériel, souligne Gégouire Forgeot d'Arc, directeur régional des lignes normandes pour SNCF Voyageurs. Et puis on a beaucoup travaillé à améliorer la ponctualité de nos trains, à améliorer la maintenance aussi dans les nouveaux ateliers que la région a bien voulu financer".* La région Normandie dit avoir investi environ 200 millions d'euros en 2025 pour le rail, **plus de 2 milliards d'euros investis en 5 ans.**

De nouvelles études pour la LNPN

Mais qu'en est-il de la LNPN ? La Ligne Nouvelle Paris Normandie est un projet ferroviaire qui doit permettre de faire Paris / Rouen en train en une heure, et Paris / Le Havre en moins de deux heures, d'ici 10 ans au mieux. Un projet estimé à plus de 10 milliards d'euros lancé il y a une quinzaine d'années. Le Conseil d'État a validé en juin dernier le schéma directeur de la région Île-de-France, dans lequel la ligne ferroviaire n'existe pas, ce qui va retarder le projet. La région Île-de-France conteste désormais le tracé défini, notamment près Mantes-la-Jolie. De nouvelles études vont avoir lieu en 2026. Ces nouvelles études, et les futures études préalables à la constitution du dossier d'enquête publique, quand le tracé sera fixé, sont estimées à **25 millions d'euros.**

- [Trains](#)
- [SNCF](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Fréquentation et ponctualité des trains : la Région Normandie et la SNCF tirent un bilan positif

Violaine Gargala

6–8 minutes

Lors d'une conférence de presse lundi 19 janvier 2026, la Région Normandie et SNCF Voyageurs sont revenus sur l'année 2025 marquée par une hausse du nombre d'usagers sur les rails. Ils ont aussi présenté les perspectives pour 2026 avec la circulation de trains supplémentaires.



La fréquentation sur la ligne Rouen-Paris a augmenté de 9 % en 2025. - Photo d'illustration Paris Normandie - Stéphanie Péron Clément



Publié: 19 Janvier 2026 à 18h32 Temps de lecture: 1 min

En 2025, 114 000 voyageurs en moyenne ont circulé chaque jour sur les lignes normandes. Un chiffre annoncé par la Région Normandie et SNCF Voyageurs qui ont présenté, lundi 19 janvier 2026 à Rouen, le bilan de l'activité ferroviaire en Normandie lors des douze derniers mois et dressé les perspectives pour les douze prochains.

Une progression régulière

Et « 2025 est une nouvelle année de croissance. La fréquentation dans les trains Nomad augmente de 4 %. Elle est en hausse de 9 % sur la ligne Rouen-Paris et 6 % sur Paris-Mont-Saint-Michel », constate Grégoire Forgeot d'Arc, directeur régional SNCF Voyageurs. Si la progression est un tout petit peu plus faible que les années précédentes (5 et 6 %), « elle est régulière depuis plusieurs années. On est à plus 23 % de voyageurs depuis 2019, année de référence avant Covid et qui avait été une bonne année », souligne Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la Région Normandie en charge des transports, qui fait le lien avec la mise en circulation de nouvelles rames OMNEO2 qui se sont poursuivies fin 2024, ainsi que [la modernisation](#) en cours des rames AGC circulant sur les lignes intrarégionales. Selon lui l'augmentation de la fréquentation est donc « le fruit [des investissements](#) réalisés par la Région depuis dix ans », soit plus de deux milliards d'euros.



Jean-Baptiste Gastinne, Hervé Morin et Grégoire Forgeot d'Arc ont fait le bilan de l'activité ferroviaire en 2025, lors d'une conférence de presse lundi 19 janvier 2026. - Paris Normandie

23 trains supplémentaires

Face à la fréquentation qui augmente, vingt-trois [trains supplémentaires](#) ont été mis en circulation sur les lignes normandes en 2026. Parmi eux, deux Rouen-Dieppe le dimanche ; un aller-retour Le Havre-Fécamp le samedi et un Le Havre-Fécamp le dimanche ; un Bréauté-Fécamp chaque jour du lundi au vendredi et un aller-retour le dimanche et un Fécamp-Bréauté le dimanche soir. Cette offre, la Région espère « qu'elle sera autofinancée par les recettes voyageurs dès cette année ou en deuxième année », fait savoir le vice-président. Il précise qu'en deux ans, ce ne sont pas loin de 100 trains supplémentaires par semaine qui ont été

ajoutés.

Une demande forte des usagers est d'avoir des trains plus tardifs au départ de Paris le soir (le dernier en partance pour Rouen et Le Havre est à 22 h 15 et 20 h 59 pour Évreux et Caen). Comme cela avait été [mis en place](#) pendant les Jeux olympiques de Paris en 2024. « *On aimerait bien. Mais à l'époque cela avait été possible car les travaux d'Eole [prolongement du RER E jusqu'à Mantes-la-Jolie, Ndlr] étaient suspendus à l'été 2024.* » Et le président de la Région Normandie, Hervé Morin, d'ajouter : « *On est dépendant du [programme de travaux](#) et de maintenance.* »

« La fréquentation dans les trains a augmenté de 4 % »

Ponctualité

Côté ponctualité, toujours en 2025, « *90 % des trains entre la Normandie et Paris étaient à l'heure* [les retards jusqu'à cinq minutes ne sont pas considérés comme des retards, Ndlr] », se félicite Grégoire Forgeot d'Arc. Sur l'ensemble du réseau ce chiffre est de 91 %. Et 24 % des trains ont été [supprimés](#). Pour améliorer ce pourcentage « *notre principale préoccupation porte sur le fait d'éviter un choc avec des animaux, limiter les pannes réseaux, les problèmes d'alimentation électrique, obliger les propriétaires à entretenir la végétation le long des voies...* », précise Jean-Baptiste Gastinne. Qui a aussi annoncé lors de cette conférence de presse que les automates pour acheter des billets dans les gares vont être homogénéisés : fini les bleus et les jaunes, il n'y aura plus qu'un modèle permettant d'acheter tous les tickets, quelque soit la destination.

Et la Région comme SNCF Voyageurs affirment que les usagers sont satisfaits à 93 %, selon une enquête réalisée par BVA sondages auprès de 16 500 voyageurs, et que cela augmente depuis 2019. « *Mais on peut encore l'améliorer* », avance Hervé Morin. Un défi pour 2026.

Lire aussi

[Pont Corneille à Rouen : pas de réouverture totale à la circulation avant février 2026](#)

[À 75 ans, il va participer à ses 14es Jeux mondiaux des sapeurs-pompiers](#)

[Galette remboursée par la Sécu : le bad buzz-good buzz venu de Darnétal](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

D'où provient le bruit fort qui a réveillé des habitants autour de la zone industrielle du Havre ? - ICI

Amélie Bonté

3-4 minutes

La raffinerie de Normandie de Total Energies est la première raffinerie de France, située sur la zone industrielle du Havre. © Maxppp - Eric HOURI

Publié le lundi 19 janvier 2026 à 17:36

Dans la nuit de dimanche à lundi, de nombreux riverains des communes autour de la zone industrielle du Havre ont été réveillés par un bruit fort. Sur les réseaux sociaux, certains évoquent la raffinerie Total ou l'usine Yara, mais rien n'a été signalé par les industriels.

*"Un bruit incompréhensible et inquiétant", voilà ce que l'on peut lire sur les réseaux sociaux ce lundi 19 janvier. **Dans la nuit de dimanche à lundi, un bruit fort a réveillé de nombreux habitants** de Gonfreville-l'Orcher, de Montivilliers ou encore de Gainneville, des communes **proches de la zone industrielle du Havre.***

Les riverains inquiets se demandent d'où provenait ce bruit, certains évoquent l'usine Yara, d'autre la raffinerie Total : *"Entendu sur Gonfreville l'Orcher, une frayeur"* ou bien *"Sur Gainneville aussi, super impressionnant, les enfants réveillés aussi"*.

Aucune information n'a été remontée aux autorités, rien n'a été indiqué sur le site [Allo Industrie](#), le dispositif d'information du public en cas d'incidents ou même d'exercices sur les sites industriels de notre région.

La mairie de Gonfreville l'Orcher demande des explications

Alertée par ses habitants, la municipalité de Gonfreville-l'Orcher, la commune située juste en face de la raffinerie Total et sur laquelle la raffinerie est implantée côté zone industrielle, va interroger Total.

Ce mardi, **le maire Alban Bruneau va envoyer un courrier au directeur du site Total** pour demander des explications car les industriels ont l'obligation de signaler les "*événements perceptibles*" par la population ou toute situation liée à la sécurité, or la mairie n'a rien reçu.

- TotalEnergies

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Une réunion est organisée ce mardi 3 juin à la mairie des Damps, près de Pont-de-l'Arche, pour évoquer les nuisances, notamment sonores, provoquées par les usines situées en bord de Seine à Alizay, et dont se plaignent des habitants situés juste en face, de l'autre côté de l'Eure et de la Seine.

Le 02/06/2025 à 22:13

- Un incendie s'est déclaré, jeudi 11 septembre 2025, à l'usine Chane Terminal sur la zone industrielle du Havre. En moins d'une heure, les pompiers ont maîtrisé ce feu. Il n'y a pas eu de blessés.

Le 11/09/2025 à 11:35

- L'alarme de l'usine Prysmian, basée à Amfreville-la-Mi-Voie, s'est déclenchée dans la nuit de ce dimanche 9 au lundi 10 février, réveillant de nombreux riverains. Un déclenchement accidentel, selon la police.

Le 10/02/2025 à 11:36

- Les internautes ont fait part de bruits très impressionnants dans la nuit du samedi 18 au dimanche 19 octobre au Havre. Ils provenaient de la zone industrielle, plus précisément de l'usine Yara à Gonfreville-l'Orcher, suite à un incident, indique la préfecture de la Seine-Maritime.

Le 19/10/2025 à 13:59

Autour de chez vous

Décarbonation : de la performance à la résilience, la mutation des métropoles

Par Philippine Ramognino

11–14 minutes

Renforcer l'attractivité des grandes agglomérations, et surtout leur rayonnement sur le plan économique : tel était le principal objectif de la création des métropoles, en décembre 2010. La capitale ne devait plus, à elle seule, concentrer l'influence, les richesses et activités, mais céder la place à de nouveaux pôles dispatchés dans l'ensemble du territoire. Les métropoles ont-elles tenu leurs promesses ? Et, surtout, cette première ambition profondément liée au développement économique est-elle compatible avec l'un des principaux défis contemporains, celui de la transition écologique ?

Car parler de décarbonation des métropoles revient finalement à faire dialoguer deux notions pouvant paraître antinomiques sur de nombreux aspects. Avoir pour seule boussole le développement économique peut mener à négliger des facteurs clés de la transition écologique que sont la sobriété, la valorisation de la nature ou encore la qualité de l'air. Et plus une ville sera dense, plus elle générera de pollution, sans parler des îlots de chaleur qui résultent de l'urbanisation. La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Maptam) leur a notamment confié, en 2014, la responsabilité de "*concourir à un développement durable et solidaire du territoire régional*".

Lire aussi : [Quand l'urgence climatique rebat les cartes du dialogue intercommunal](#)

De l'avis de nombreux professionnels du secteur, les métropoles sont donc à un moment de bascule. La crise écologique, qui nécessite à la fois d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre et d'adapter les territoires pour garantir un cadre de vie compatible avec l'accélération des effets du changement climatique, a généré de nouveaux impératifs. Les métropoles doivent transformer leur manière d'aménager le territoire tout en devenant un moteur non plus seulement de l'activité économique, mais aussi de la transition climatique, mobilisant les communes de leur périmètre et au-delà.

Limites et impensés

Pour mieux comprendre ce changement de paradigme, il faut revenir aux origines du statut. *“La loi Maptam consacre un modèle, une espèce de doctrine autour des métropoles, qui sont moteurs et lieu de la croissance économique”*, résume Gilles Crague, directeur de recherches à l'École nationale des ponts et chaussées et coauteur de l'ouvrage *Vers un nouvel agir métropolitain*. Par le foisonnement de leurs activités et leur connexion avec l'international, les métropoles disposent d'un potentiel économique conséquent. La promesse était qu'elles le partagent avec les territoires alentour. *“Il y avait cette idée de ruissellement : favoriser l'économie métropolitaine aurait des effets d'entraînement”*, poursuit l'ingénieur. Mais cette théorie de la “locomotive” a affiché ses limites. Des travaux statistiques ont démontré que si certaines métropoles observaient un “boom” économique, celui-ci ne bénéficiait pas nécessairement à l'ensemble du territoire.

Par ailleurs la “théorie des métropoles”, telle qu'elle a été imaginée, comportait un impensé : les territoires entre les métropoles. *“Les systèmes de transport, par exemple, ont été pensés en étoile depuis Paris puis vers les métropoles, ce qui a éloigné tout ce qui n'en faisait pas partie”*, relate Marie Dégremont, directrice des études à La Fabrique de la Cité et ex-collaboratrice de Christophe Béchu au ministère de la Transition écologique. Les métropoles ont été dynamisées, mais cela aurait, en parallèle, *“creusé un fossé”* avec les autres territoires, notamment pour les citoyens qui y travaillaient sans y loger. La crise des gilets jaunes *“a constitué une certaine remise en cause de cette théorie des métropoles”*, poursuit cette spécialiste des questions de transition énergétique et de décentralisation.

Des espaces vulnérables

Le discours de la “disqualification des métropoles” est ainsi monté dans l'opinion. Il accusait ces dernières d'être *“égoïstes, en concentrant les richesses et laissant le reste du territoire à l'abandon”*, relate la directrice de recherche émérite au CNRS Marie-Christine Jaillet, qui participe au programme Popsu – pour “plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines” –, étudiant les métropoles depuis plus de dix ans.

Lire aussi : [Les maires et conseillers municipaux invités à partager leurs ressentis vis-à-vis de la transition écologique](#)

À contre-pied de ce discours, ce programme tend à démontrer qu'à l'inverse, les métropoles auraient de plus en plus conscience de

leur vulnérabilité. Celle-ci a été mise en évidence par l'épisode du Covid et de ses confinements, durant lesquels les habitants qui pouvaient quitter les métropoles l'ont fait. La crise sanitaire a marqué un tournant : auparavant perçu comme un territoire privilégié, leur cadre de vie est devenu moins désirable.

Le sujet de l'habitabilité s'est alors imposée. Sujet qu'une autre crise avait déjà commencé à questionner : celle climatique. Car, par leur densité, leur taux de sols artificialisés et les trafics qu'elles enregistrent quotidiennement, les métropoles font face à des enjeux spécifiques, qui génèrent à la fois inconforts et problèmes de santé publique.

Un autre paradigme

Le revers de la médaille. *“Finalement, ces territoires les mieux équipés de France traversent des périodes où les températures explosent durant les canicules”,* analyse Stella Gass, directrice de la Fédération nationale des SCoT. Les métropoles font donc face à un double enjeu : entraîner l'ensemble du territoire métropolitain vers la neutralité carbone, mais aussi agir pour leur propre habitabilité face à la crise climatique. Mettre en œuvre des actions de rafraîchissement et d'amélioration du cadre de vie devient alors un impératif pour *“faire en sorte que leurs habitants aient envie de rester dans ces endroits stratégiques, où a été investi beaucoup d'argent public”,* résume Stella Gass.

“À la fin des années 2010, des techniciens à l'intérieur même des métropoles et un certain nombre d'élus se sont rendu compte qu'il allait falloir procéder autrement, car de nouveaux problèmes urbains ont émergé”, abonde Gilles Crague. Un nouvel “agir” métropolitain commence alors à être réfléchi. De “moteurs de croissance”, les métropoles doivent se transformer en “moteurs de l'amélioration de l'aménagement du territoire”. À ce moment-là, les questions liées à la transition écologique deviennent, d'une certaine manière, *“le nouvel horizon de l'action métropolitaine”,* relate Gilles Crague.

La “machine réglementaire”

En parallèle, la “machine réglementaire” s'est mise en marche. En vertu du Grenelle de l'environnement, une réglementation s'est constituée tout au long des années 2010, pour mettre en place la transition écologique du pays. D'un côté, le modèle métropolitain est alors remis en cause et, de l'autre, les pressions institutionnelles liées à la transition écologique se multiplient. Que ce soit dans les domaines de l'eau, du transport ou encore de

la gestion des déchets, les acteurs métropolitains sont sommés d'administrer autrement.

Lire aussi : ["Pour mettre en œuvre les politiques écologiques, la métropole n'impose jamais, elle ne fait que proposer"](#)

De fait, la problématique du "renoncement" émerge au sein des métropoles. L'attractivité et l'aménagement d'hier, qui étaient fondés sur la performance, tendent peu à peu vers la robustesse des territoires. *"La mission des métropoles se doit d'être modifiée, ce qui réinterroge profondément la manière dont elles se perçoivent ainsi que leur rôle dans les dynamiques territoriales"*, résume Stella Gass.

Cela suppose de nouvelles manières de faire, ainsi que de nouvelles organisations politico-administratives. *"Nous en sommes seulement aux prémices"*, considère Gilles Crague. *"Ce nouvel horizon de l'agir métropolitain n'est pas encore complètement installé car il suppose de transformer, de restructurer des routines organisationnelles, des doctrines, des cadres cognitifs, ce qui représente un énorme travail."*

Évolution de l'organisation interne

La quatrième saison du programme Popsu ne s'appelait ainsi plus "Popsu métropole", mais "Popsu transition". Les différentes expérimentations qu'il documente rendent compte de la réorganisation à l'œuvre de l'appareil administratif des métropoles, ainsi que le développement de leur ingénierie. Car la transition écologique *"suppose que l'action publique révise ses référentiels et compétences"*, pointe Marie-Christine Jaillet. *"On observe une grande transformation des acteurs de la fabrique métropolitaine."*

Lire aussi : [Christophe Ferrari : "Les métropoles sont reconnues comme les moteurs des politiques de transition écologique"](#)

Un changement de paradigme qui se traduit notamment par une évolution des cultures professionnelles. Les vice-présidences, dont la terminologie varie selon les métropoles, se sont par exemple diversifiées ces dernières années. Et dans les services, traditionnellement organisés en silo, une logique de transversalité a émergé. Les métropoles ont par ailleurs recruté de nouveaux profils, tels des spécialistes de la qualité des sols, de l'air ou encore des sciences du vivant.

Le vocabulaire de la planification, lui aussi, est en train de changer. *"L'exemple typique est le foncier"*, pointe Marie-Christine Jaillet. À l'origine, les services de planification des métropoles considéraient généralement le foncier comme une surface sur laquelle mettre de

l'activité, qu'elle soit industrielle, commerciale ou d'habitat.
"Aujourd'hui, on ne parle plus de foncier mais de sols, et de leurs fonctions", observe l'experte.

Stratégie climat vs stratégie financière

Ce changement de culture administrative et politique serait bel et bien lancé. *"Il y a un vrai sursaut pour prendre en main ces sujets et les traiter de manière qualitative, robuste"*, partage Marie Dégremont. De nombreuses métropoles ont en effet engagé une politique de décarbonation qui se veut ambitieuse, et qui se matérialise parfois par une organisation interne novatrice.

Mais cette refonte ne va pas toujours de soi. Comme l'observe Marie-Christine Jaillet, *"une administration intercommunale ne bascule pas d'un jour à l'autre d'une culture à une autre"*. *"Quand on parle très franco de changer les pratiques, ça braque"*, reconnaît un vice-président de métropole au sein de laquelle il n'existe pas de dispositif dédié, hormis le service de la direction de l'écologie urbaine. *"Elle est très charpentée et consciente des enjeux, mais elle compte peu d'agents et est perdue au sein d'une collectivité dans laquelle le développement économique ou l'urbanisme prennent généralement l'ascendant"*, regrette cet élu.

Lire aussi : [Dans les grandes villes, écologie et équilibre budgétaire peuvent aller de pair](#)

Malgré le changement de paradigme à l'œuvre, l'impératif économique demeure donc parfois la priorité. Et les beaux discours peuvent peiner à se concrétiser. Les métropoles parviendront-elles à transformer, au-delà des bonnes volontés affichées, leur politique territoriale ? *"Les prochains exécutifs devront définir leurs investissements"*, pointe Laura-Lou De Jesus, chargée de recherche à l'Institut de l'économie pour le climat. *La question centrale sera de savoir comment ils allient leur stratégie climat et leur stratégie financière."* La campagne des prochaines élections municipales, en particulier celle des villes-centre des métropoles, devrait ainsi donner le ton.

L'indice de résilience numérique, un nouvel outil pour plus de souveraineté

Par Victoria Beurnez

5–6 minutes

Annoncée l'été dernier, la mise en place de l'indice de résilience numérique (IRN) va être officialisée dès le 26 janvier prochain par Bercy. Cet indicateur, qui répond au besoin de souveraineté des institutions mobilisant des systèmes numériques, s'inscrit dans une démarche initiée par Clara Chappaz, lorsqu'elle était ministre déléguée chargée du Numérique. Il sera adossé au futur Observatoire de la souveraineté numérique, piloté par le Haut-Commissariat à la stratégie et au plan, et permettra d'obtenir une vision globale et actualisée de la résistance des infrastructures critiques en France.

Le pilotage de l'IRN a été confié à l'association aDRI – pour *Digital resilience initiative*. Il doit chiffrer concrètement la dépendance numérique des entités françaises selon une méthodologie rigoureuse. D'abord conçu pour répondre aux besoins des entreprises, l'outil est également pensé pour les collectivités. Ces dernières seront en effet particulièrement mobilisées dans le cadre de la directive européenne NIS 2 – transposée dans la loi résilience et cybersécurité française –, qui viendra rehausser les exigences en matière de cybersécurité.

Pas un “énième label”

“L'indice de résilience numérique est le fruit de cinq mois de travail, et de plus d'un an de réflexion avec des dizaines d'acteurs du secteur”, a expliqué Arno Pons, dirigeant du think tank Digital new deal et expert des enjeux de souveraineté numérique, à l'occasion du webinaire de présentation de l'IRN, vendredi 16 janvier. Le but est de proposer un outil exhaustif, objectif et actuel pour mesurer la robustesse des infrastructures critiques, qui devront montrer patte blanche dans le cadre de la loi résilience et cybersécurité.

“Nous avons voulu créer cet instrument, car, en 2026, dans le contexte géopolitique et économique tendu actuel, plus que jamais,

le numérique fait partie de ces considérations à niveau national”, explique Yann Lechelle, entrepreneur et informaticien français qui a participé au développement de l’outil. Ce dernier se veut “neutre, sans jugement, et construit de manière collégiale, avec des acteurs destinataires”.

Lire aussi : [Les collectivités territoriales vont chiffrer leur dépendance au numérique étranger](#)

L’IRN pourra être mobilisé par toutes les infrastructures qui le souhaitent : il a été développé de manière libre et répond donc à une licence *creative commons*, de façon à ce que *“chacun puisse l’auditer et participer à la pérennisation de cet instrument permettant à toutes les institutions d’être plus résilientes”*, continue-t-il.

Concrètement, la méthodologie retenue pour le développer s’appuie en premier lieu sur la définition des systèmes critiques ; c’est-à-dire, les fonctions, ou cas métiers, dont la continuité est vitale pour l’entité. *“Nous assumons d’être partis directement des cas métiers pour proposer une vision déconstruite des besoins de l’entreprise”*, expliquent les fondateurs de l’outil. Pour cela, l’entité est décomposée en huit piliers : stratégique, environnemental, données et IA, etc. Ensuite, ont été créés une quarantaine de critères, dont une vingtaine sont estimés comme *“incontournables”*, pour mesurer la solidité d’une infrastructure. Mais pas question, ici, de proposer un énième label ou certification dans un écosystème dont la réglementation met déjà à la peine les acteurs.

Mieux outiller les décideurs publics

“Les directeurs des systèmes d’information sont de plus en plus nombreux à nous expliquer qu’ils ne savent plus où donner de la tête”, continue Arno Pons, qui affirme vouloir équiper les décideurs et clarifier cette notion de dépendance. “Ceux qui se sont lancés dans des diagnostics pour la certification NIS 2 le savent : il faut des mois pour cartographier un système d’information et reconstituer la chaîne de dépendance d’une entité. Nous avons donc essayé de développer une réflexion à la fois frugale, pour avoir des résultats rapides, mais aussi la plus robuste possible, avec une qualité scientifique et technique du référentiel”.

Lire aussi : [En commission, le projet de loi cybersécurité repensé pour les établissements médicaux et les collectivités](#)

Pour les collectivités, par exemple, la note obtenue à l’IRN permettra de mieux outiller les décideurs publics concernant les systèmes d’informations. Elles pourront alors mettre en place

certaines actions pour renforcer leur résilience, comme *“la mise en place de clauses de diversification des fournisseurs lors de l’achat d’outils”* ou *“la structuration d’un plan de formation permettant de renforcer l’autonomie des agents en matière de cybersécurité”*.

En plus de fournir plus de visibilité sur la résilience numérique, les données obtenues dans le cadre de cet indice viendront alimenter les travaux de l’Observatoire de la souveraineté numérique, toujours en cours de construction, qui devrait voir le jour lors de cette année 2026.

Quand l'urgence climatique rebat les cartes du dialogue intercommunal

Par Victoria Beurnez

11–14 minutes

Commune, région, département, mais aussi population et industrie : la métropole est au cœur d'un dialogue polyphonique. Née avec un statut particulier lui conférant la responsabilité d'entraîner avec elle tous ces acteurs, elle doit désormais articuler ce rôle avec l'urgence climatique, dont les enjeux s'inscrivent profondément, et de manière plurielle, sur le territoire. L'urgence climatique a-t-elle créé un consensus ? La question fait débat, mais elle a au moins gravé la nécessité de travailler en bonne intelligence pour les territoires, concernés à des échelles différentes.

Premier constat : la métropole ne peut pas survivre sans les ressources que possèdent ou produisent les territoires environnants. Qu'il s'agisse d'eau, de produits alimentaires ou d'énergie, la métropole n'est pas – et ne sera probablement jamais – autosuffisante. Deuxième constat, le ruissellement économique que l'on imaginait venir des métropoles vers leurs territoires environnants n'a pas fonctionné. Pour ces raisons, ces collectivités sont interdépendantes les unes des autres, et doivent apprendre, face au défi de la transition écologique, à valoriser cette interdépendance pour en faire une force. *“Les métropoles ont une grande part de responsabilité vis-à-vis des territoires environnants, et il n'y aura pas de transitions possibles si elles ne s'inscrivent pas dans une perspective de solidarité territoriale avec les espaces à faible densité”,* abonde ainsi Jean-Paul Carrière, membre de la section “Prospective” du Ceser Centre-Val de Loire.

Lire aussi : [Décarbonation : de la performance à la résilience, la mutation des métropoles](#)

La prise de conscience commence, petit à petit, à se faire. *“Une collectivité comme Dijon Métropole ne pourra, à elle seule, atteindre les objectifs de décarbonation, que ce soit par ses politiques directes ou sa capacité à inciter par des effets indirects. Il nous faut mobiliser tous ceux qui sont concernés sur le territoire”,*

soulève ainsi Jean-Patrick Masson, vice-président de Dijon Métropole, en charge des questions de transition écologique. Un constat que beaucoup d'élus et d'observateurs partagent. *“Les métropoles se rendent compte qu’elles doivent, au lieu de réfléchir à leur simple échelle, regarder comment elles vont pouvoir interagir avec les espaces périurbains, voire au-delà. Elles ont voulu être très fortes, mais elles ne peuvent pas régler leurs sujets et leurs problématiques sans considérer ce qui les entoure”*, affirme ainsi Marie Dégremont, directrice des études de la Fabrique de la Cité.

Tensions politiques délétères

Or, ces nouvelles solidarités territoriales peuvent s'inscrire dans un contexte parfois tendu de relations de voisinage. Si l'urgence climatique doit permettre d'aller au-delà des couleurs politiques qui composent un territoire, force est de constater que, parfois, le consensus n'est pas atteint. Du fait d'un partage des compétences plus complexe, les relations entre la métropole et la région ou le département peuvent être soumises à des tensions politiques.

Une situation qui affecte directement, positivement ou négativement, la mise en place de politiques écologiques.

“Depuis que le département a basculé à droite, il existe un enjeu politique sur la métropole de Brest et les relations sont cataclysmiques : il n’y a plus de sujets sur lesquels nous pouvons avancer. La question de la couleur politique joue énormément, car nous sommes dans un temps politique de plus en plus clivant et violent”, regrette Glen Dissaux, vice-président de Brest Métropole en charge du plan climat.

Lire aussi : [“Pour mettre en œuvre les politiques écologiques, la métropole n'impose jamais, elle ne fait que proposer”](#)

Ce constat est partagé par Richard Chemla, élu à la transition écologique à la métropole de Nice, qui concède *“ne rien pouvoir faire avec un maire ou un président qui n'est pas moteur et ne souhaite pas de changement”*. À la différence près que Nice, contrairement à Brest, bénéficie au niveau de la ville, de la métropole et de la région, d'une harmonisation politique rendant favorable le développement d'initiatives.

Le cas des transports illustre particulièrement ce qu'implique un dialogue rompu entre métropole et région. À Rouen, un projet autoroutier a mis en lumière les crispations : lorsque la métropole a refusé de financer l'initiative, le département a volontairement compensé la perte. *“Or ce n'est pas une compétence prioritaire du département, qui est plutôt la collectivité des solidarités, comme*

elle aime à le rappeler. Pour autant ils ont financé ce projet autoroutier. Cela fait partie des désaccords que l'on a aujourd'hui avec le département de la Seine-Maritime et la région Normandie, et qui nous font dire qu'on n'est vraiment pas du tout sur la même philosophie vis-à-vis de la transition socio-écologique du territoire", regrette Charlotte Goujon, vice-présidente de la métropole de Rouen, en charge de la transition écologique.

L'importance des communes

Si les métropoles doivent parfois composer avec des régions ou départements peu coopératifs, elles peuvent tout de même s'appuyer sur les communes qui composent leur territoire, actrices souvent volontaires et, semble-t-il, prêtes à engager le dialogue.

Fondation de cette dynamique, le conseil métropolitain se pose comme le reflet d'un maillage communal vaste, bâti sur des compromis et des échanges qui doivent désormais aller dans le sens du progrès écologique. Et pour cause : si les métropoles incarnent la transition, ou du moins aspirent à le faire, les territoires ruraux et communes qui la composent sont en première ligne face au changement climatique. Et ce dernier montre autant de facettes qu'il y a de types de territoires : littoral, montagne, monde rural, entre autres. Aussi divers que ces territoires, les conseils métropolitains peuvent également être le reflet d'ambitions et de politiques multiples.

Lire aussi : [Christophe Ferrari : "Les métropoles sont reconnues comme les moteurs des politiques de transition écologique"](#)

Comment articuler les besoins de tous dans une logique de justice sociale et environnementale ? *"La difficulté consiste à construire un agenda qui emporte l'adhésion des citoyens et des alliances politiques robustes, notamment, pour pouvoir adopter des mesures, voter des financements"*, relève Charlotte Halpern, chercheuse au Centre d'études européennes et de politique comparée à Science Po Paris. Chaque métropole doit inventer de nouvelles formes de dialogue. Malgré tout, abonde la chercheuse, la construction métropolitaine peut aussi être perçue comme un levier : elle permet d'inscrire la décarbonation de la ville-centre dans un territoire beaucoup plus large, sans lequel elle ne parviendrait pas à remplir son objectif.

Plusieurs élus et observateurs partagent le même constat : l'urgence climatique a peu à peu créé un consensus, parfois timide, parfois ancré, qui oriente les actions de tous. Et ce, au-delà de la couleur politique. Du moins est-ce vrai au niveau communal. D'autant plus que tous ces acteurs territoriaux s'accordent sur une

autre vérité : celle d'un décrochage de l'État au niveau de la politique écologique. Pour y remédier, nul autre choix que de repenser le dialogue, et ce, au-delà du conseil métropolitain.

Connaître ses voisins

Pour cela, la métropole de Bordeaux a par exemple mené un premier travail d'identification des parties prenantes de son territoire, pour comprendre leurs besoins et leurs attentes. Le travail a donné lieu à la création d'une instance, le club "développement durable" des communes. S'y retrouvent, à l'occasion de cycles thématiques de travail, tous les chargés de missions "transition écologique" des communes de la métropole. Rouen, de son côté, a créé une "Cop locale" regroupant les municipalités de son territoire qui se rassemblent une fois par trimestre pour discuter d'engagements ou de bonnes pratiques. À Dijon, la métropole organise régulièrement des réunions avec les communes pour répondre au plus près à leurs besoins, ce qui a débouché, entre autres, sur un financement de la part de la métropole d'audits énergétiques de tous les bâtiments des communes. *"Nous sommes en train de travailler sur de nouveaux dispositifs, car il me semble qu'il faut aller plus loin que l'échange qu'on avait dans ce cadre"*, dévoile à ce sujet Jean-Patrick Masson.

Plus innovants, et surtout bien plus sous les radars, les contrats de réciprocité illustrent justement ces nouvelles formes de dialogue. Alors que les communes disposent des ressources nécessaires aux habitants de la métropole, cette dernière peut offrir une ingénierie de qualité, des compétences techniques fortes et des moyens, surtout, de les mettre en œuvre. Un contrat gagnant-gagnant pour tous les acteurs concernés. *"Nous ne sommes plus dans une logique de ruissellement spontané, automatique. Les métropoles ont joué un rôle de concentrateur de citoyens et d'activité, au détriment des autres territoires : l'idée, désormais, est de proposer un retour dans l'autre sens. Il doit y avoir une percolation de ce que les métropoles sont capables de mobiliser au bénéfice des autres territoires"*, suggère Jean-Paul Carrière.

Échanges de bons procédés

Sur le sujet de l'énergie, par exemple, Brest Métropole a développé un contrat avec certains territoires qui lui fournissent du bois, du foncier, du vent pour les éoliennes... En échange, la métropole met à disposition de l'ingénierie. Tours, de son côté, a été pionnière sur le sujet, en contractualisation avec une dizaine d'EPCI de son territoire sur des thématiques similaires. Mais, malgré le caractère

innovant et vertueux de la démarche, cela n'a pas eu le succès escompté : seules sept métropoles se sont engagées dans de tels accords, souvent avec des EPCI limitrophes, sans aller au-delà.

“Il faut être réaliste et garder en tête que l'impact réel de ces contrats n'est pas forcément considérable. Symboliquement, ils sont très forts, mais les moyens engagés restent modestes et les territoires, peu enclins à s'engager”, regrette Jean-Paul Carrière.

Une situation que l'universitaire impute à l'inertie des structures, arguant que ces contrats ont vocation à bouleverser le jeu institutionnel en se développant en dehors de tout contrôle de l'État. Les pistes existent donc bien. Ne reste plus qu'aux territoires à s'en saisir et à montrer la volonté politique d'agir en ce sens.

Lire aussi : [Changement climatique : les collectivités doivent repenser management et compétences](#)

“Une scène métropolitaine inclut des élus de droite, de gauche, des élus écologistes, etc. Nous n'abolirons pas les tensions, les conflits, même si la transition est bien là. Mais, dans le même temps, l'histoire même de l'intercommunalité est bien la production du compromis et, aujourd'hui, on voit bien que des compromis sont réalisés” constate la directrice de recherche émérite au CNRS, Marie-Christine Jaillet.

Malgré une urgence climatique toujours plus grande, il semblerait donc qu'il y ait encore fort à faire pour rétablir un dialogue clair entre la métropole et ses voisins. La multiplication des strates de collectivités, la répartition complexe des compétences et la volonté de chacune de rayonner sur son territoire ont pu éroder ce dialogue, en sus de portages politiques plus ou moins démonstratifs. Malgré tout, comme l'indique Marie-Christine Jaillet, *“les couronnes et territoires limitrophes des métropoles sont très probablement les lieux où se joue pour partie, le futur de ces métropoles”*. Autant dire qu'un dialogue apaisé ne pourrait que profiter à chacun de ces acteurs.

Un effort supplémentaire demandé aux ministères dans la nouvelle copie du budget 2026

Par *Philippine Ramognino*

5–6 minutes

“Pour la première fois, les dépenses des ministères en euros courants seront inférieures à celles de l’année dernière”.

Le Premier ministre a présenté sa nouvelle copie du budget de l’État pour 2026, vendredi 16 janvier au soir, où figurent de nouvelles mesures sociales pour tenter de trouver un ultime compromis et clore cette interminable séquence budgétaire. Et ce, tout en maintenant le déficit sous la barre des 5 %. Un engagement qui implique de fait de réaliser de nouvelles économies, avec en première ligne les dépenses de fonctionnement de l’État et celles des ministères de manière générale.

Lire aussi : [Postes de fonctionnaires : l’Éducation nationale et les ministères régaliens gagnants du PLF 2026](#)

Sans que l’on sache dans quelle mesure à ce stade, le gouvernement compte ainsi tailler dans les crédits de ces derniers, une nouvelle cure d’amaigrissement qui *“sera dure, et méritera un pilotage de chaque instant par les ministres”*, a soutenu Sébastien Lecornu. Mais qui ne touchera pas l’ensemble des ministères. Non seulement certains sont épargnés mais d’autres verront leurs crédits augmenter. C’est le cas des ministères régaliens, en particulier celui des Armées, faisant l’objet d’un *“effort considérable”*, et de ceux de l’Intérieur et de la Justice. *“Avec la sécurité extérieure, l’autre préoccupation majeure est la sécurité intérieure. La police, la gendarmerie comme la justice ont besoin de crédits supplémentaires”*, a ajouté le Premier ministre.

D’autres ministères épargnés

L’Éducation nationale, comme l’Enseignement supérieur, sont eux aussi exemptés de cet effort supplémentaire. Le premier bénéficiera de la création de *“2 000 postes supplémentaires”* notamment pour accueillir les élèves en situation de handicap.

Le second verra ses moyens renforcés concernant les universités et les organismes de recherche *“pour respecter les engagements de la loi de programmation pour la recherche qui a été votée par le Parlement”*, selon les mots de Sébastien Lecornu.

Derniers ministères figurant dans la liste des épargnés : les Outre-mer et celui de la Transition écologique. D'un côté l'enveloppe de Ma Prime Rénov' est maintenue, et de l'autre, le Fonds vert verrait ses crédits légèrement augmenter de 200 millions d'euros, alors qu'il avait fait l'objet d'une coupe dans le projet de loi de finances initial du gouvernement.

Lire aussi : [Le Fonds vert amputé de près de la moitié de ses crédits dans le prochain budget](#)

“En parallèle, la réforme de l'État et de la décentralisation que j'ai annoncée nous permettra de nous interroger sur ce que nous attendons de l'État pour l'avenir, et enfin interroger en profondeur l'efficacité de la dépense publique pour faire des économies, des vraies économies, non plus des rabots à l'aveugle comme malheureusement on a pu le voir ou le connaître ces dernières décennies”, a ajouté le Premier ministre, sans donner là encore davantage de détails.

Nouvel effort demandé aux collectivités

Les ministères ne sont pas les seuls sommés de *“participer à l'effort collectif”* : toutes les strates des collectivités locales, des communes aux régions en passant par les départements, sont elles aussi mobilisées. Sébastien Lecornu a toutefois écarté d'emblée la baisse drastique de la dotation globale de fonctionnement (DGF), à hauteur de 20 %, adoptée la semaine dernière par l'Assemblée nationale à l'initiative des députés RN. *“À quelques semaines des élections municipales nos élus locaux doivent disposer des moyens d'agir et de la visibilité qui va avec et donc, nous serons au rendez-vous”*, a poursuivi le Premier ministre.

Le lendemain, dans les colonnes de *Ouest France*, la ministre de l'Action et des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a précisé le niveau de contribution demandé aux collectivités : *“l'ordre de grandeur sera compris entre 2 et 2,5 milliards d'euros nets”*. Les derniers arbitrages devraient se faire dans la journée sur ce volet, avec la participation des différents groupes politiques du Sénat.

Lire aussi : [Communication de l'État : des projets d'économies drastiques et une réforme du pilotage bousculent les ministères](#)

Mais les détails de l'ensemble de ces économies qui se veulent

“structurelles, justes et efficaces” demeurent encore particulièrement flous. Sur le plateau de *France Info* hier, la porte-parole du gouvernement a été invitée à préciser les contours de ce gel des crédits ministériels. Avec pour principal exemple “concret”, les dépenses de communication. La communication de l'État, hors masse salariale et hors opérateurs, a représenté l'an dernier 1 milliard d'euros. Pour 2026, *“on demande une réduction de 20 % pour les ministères, et de 40 % pour les opérateurs”*, a assuré Maud Bregeon. Or, ces annonces ne sont pas nouvelles ; elles avaient déjà fait l'objet d'une communication de Matignon, à la fin du mois de novembre. Il est donc difficile, à ce stade, d'imaginer en quoi elles participeront à compenser les nouvelles dépenses annoncées.

Fonction publique : les syndicats alertent l'exécutif sur la dégradation "continue" des rémunérations des agents

Par Paul Idczak

4-5 minutes

L'intersyndicale de la fonction publique est mécontente, et le fait savoir. Dans un courrier adressé le 16 janvier dernier au Premier ministre, Sébastien Lecornu, ainsi qu'à ses collègues Amélie de Montchalin et David Amiel, chargés respectivement des Comptes publics et de la Fonction publique, les responsables de huit syndicats alertent le gouvernement sur *"la dégradation continue"* de la rémunération des agents publics au cours des dernières années. Une missive qui s'inscrit dans le contexte de la dernière ligne droite des discussions parlementaires autour du PLF 2026, celui-ci devant, en toute vraisemblance, être adopté dans les prochains jours, soit via un recours au 49.3, soit par voie d'ordonnance.

Dans ce cadre, les organisations syndicales estiment, dans leur lettre, que l'absence, dans le PLF, *"de toute mesure de revalorisation indiciaire, par l'augmentation de la valeur du point d'indice ou l'amélioration de la grille indiciaire"*, constitue une *"faute politique"* ainsi qu'*"un signal de découragement et d'indifférence"* envoyé aux agents publics. Au cœur des griefs des syndicats, les gels successifs de la valeur du point d'indice en 2024 et 2025, tout comme la suspension, depuis 2024, [de la garantie individuelle du pouvoir d'achat](#), ou encore *"la réduction de la rémunération des congés maladie ordinaire"*. Tant d'éléments, pointent-ils, *"vécus par les agents publics comme un camouflet, sinon une punition"*.

Lire aussi : [356 000 agents de la fonction publique seront revalorisés après la hausse du SMIC en 2026](#)

L'intersyndicale déplore également la mise en place *"d'une indemnité différentielle"* en 2025 et 2026. Cette disposition permet d'augmenter le salaire minimum des agents publics par le biais d'une prime, afin de s'aligner sur la hausse annuelle du Smic, sans

faire évoluer à la hausse le traitement indiciaire, désormais situé en-dessous du Smic pour plusieurs catégories de fonctionnaires de niveaux B et C. Une situation *“inadmissible”*, écrivent les syndicats, qui estiment qu’elle aurait *“pu être évitée”*.

Des propositions d’ajouts au PLF

En partant de ces constats, l’intersyndicale communique au gouvernement une liste de mesures de revalorisation indiciaire qu’elle souhaite voir figurer dans le PLF 2026. Parmi celles-ci, une *“revalorisation importante”* de la valeur du point d’indice, ainsi que des mesures de majoration des grilles indiciaires *“qui permettent dans chaque catégorie hiérarchique une réelle progressivité du traitement”*.

Au menu des demandes syndicales se trouvent, en outre, *“l’abrogation”* de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés maladie ordinaire, mise en place depuis mars 2025, ainsi que celle du jour de carence.

Ces mesures réclamées à corps et à cri par les organisations syndicales seront sans nul doute, si elles ne figurent pas au PLF 2026, mises sur la table du ministre de la Fonction publique, David Amiel, dans les prochains mois. Ce dernier a en effet annoncé, lors du premier conseil commun de la fonction publique de l’année, le lancement d’un grand chantier autour des carrières et des salaires des agents. Ces travaux, qui doivent, selon le ministère, *“remédier au constat d’un écrasement des grilles et d’une architecture très complexe à appréhender par les agents et les employeurs dans la structure des carrières et des rémunérations”*, devront notamment apporter des solutions pour éviter, à terme, que des cadres de la fonction publique ne démarrent leur carrière avec un salaire équivalent au Smic. Le tout, dans un contexte budgétaire qui limite les marges de manœuvre.